

LANCEMENT OFFICIEL AUJOURD'HUI DE L'IATF 2025

L'Algérie au cœur du commerce africain

La Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), véritable plateforme d'échanges commerciaux et d'investissements interafricains, ouvre ses portes aujourd'hui au Palais des Expositions d'Alger et se poursuivra jusqu'au 10 septembre. Organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), en partenariat avec l'Union africaine (UA) et le Secrétariat de la ZLECAf, cette édition se tient sous le thème : « Stimuler le commerce intra-africain pour un avenir durable : innovation, valorisation et industrialisation verte ». P 3

• Une mobilisation exceptionnelle pour l'édition la plus ambitieuse



AVEC PRÈS DE 26 000
ADHÉRENTS
AU 1^{er} SEMESTRE 2025
**L'assurance takaful
gagne du terrain**

Le marché algérien de l'assurance takaful confirme sa dynamique exceptionnelle. En seulement trois années d'activité, la compagnie publique El DjazairTakaful s'impose comme l'acteur dominant du secteur, avec une part de marché de 58 % et une progression fulgurante de ses indicateurs.

P 2

RECHERCHE CLINIQUE
ET BIOÉQUIVALENCE

**Saidal s'allie à
l'américain AbbVie**

La politique pharmaceutique de l'Algérie pour 2025 repose sur plusieurs axes stratégiques visant à renforcer la production locale et à encourager l'exportation de médicaments et de dispositifs médicaux. Forte de plus de 200 usines et laboratoires répartis sur son territoire, elle ambitionne de couvrir une grande partie du marché national grâce à la production locale et de consolider son leadership à l'échelle continentale.

P 5

FIBRE OPTIQUE, INTERNET
MOBILE, PAIEMENT
ÉLECTRONIQUE

**Les priorités du
secteur réaffirmées**

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé avant-hier une réunion d'évaluation consacrée à la mise en œuvre du plan d'action du secteur. Ce rendez-vous a rassemblé les cadres centraux du ministère et les responsables des entreprises publiques concernées, avec pour objectif de dresser un bilan d'étape des projets en cours et d'identifier les défis à relever.

P 5

PAIEMENT NUMÉRIQUE

**Algérie Poste lance sa carte
prépayée classique** P 2

EL-OUED

**Plus de 35.000 ha réservés
à la culture de la pomme
de terre d'arrière-saison** P 16

PÉTROLE

**Le Brent
à 68,16 dollars** P 16

SOLIDARITÉ NATIONALE
**Lancement de la
plateforme "himayati"
dédiée aux femmes
victimes de violence**

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a lancé la plateforme "himayati", destinée aux femmes victimes de violence, leur permettant de signaler, de demander conseil ou soutien et de se rapprocher des services concernés, indique, lundi, un communiqué du ministère. Cette première plateforme nationale spécialisée dans la prise en charge complète de la femme victime de violence, s'inscrit dans le cadre de "la poursuite des programmes de protection familiale mis en place par l'Etat afin de renforcer la protection de la femme et la promotion de ses droits", précise le communiqué. Elle vise à "consolider les efforts nationaux consentis en matière de protection, de soutien et d'accompagnement de la femme algérienne à travers des services diversifiés et intégrés", ajoute la même source. Cet espace numérique assure "une couverture complète pour toutes les femmes, dans toutes les régions et dans différentes circonstances, grâce à l'interconnexion entre les différents services de sécurité ainsi que ceux des secteurs de la justice et de la santé". Il s'agit également d'un espace de "sensibilisation destiné à renforcer la solidarité et à permettre à la femme d'assumer ses rôles sociaux et d'être protégée, pour assurer une famille stable et une société apaisée et prospère", selon la même source. Le ministère invite à consulter la plateforme pour plus d'informations via le site-web: www.himayati.dz.

AVEC PRÈS DE 26 000 D'ADHÉRENTS AU 1ER SEMESTRE 2025

L'assurance takaful gagne du terrain

Le marché algérien de l'assurance takaful confirme sa dynamique exceptionnelle. En seulement trois années d'activité, la compagnie publique El DjazairTakaful s'impose comme l'acteur dominant du secteur, avec une part de marché de 58 % et une progression fulgurante de ses indicateurs.

Par Mourad A.

Au premier semestre 2025, l'entreprise a enregistré près de 26 000 adhérents, contre 8 000 seulement à la même période en 2024, soit un triplement du nombre de clients en une année. « Le nombre d'assurés a été multiplié par trois, ce qui traduit une confiance croissante dans ce modèle basé sur la solidarité et la finance islamique », a expliqué son PDG, Mahfoudh Ziane Bouziane, lors de son intervention à la télévision algérienne. Sur le plan financier, la performance est tout aussi remarquable. Les cotisations ont atteint environ 40 milliards de centimes au premier semestre 2025, contre 24 milliards un an plus tôt, affichant une croissance proche de 70 %. Certains segments ont même enregistré une hausse de 100 %. « Nous avons réussi à doubler

les souscriptions en l'espace d'une année, ce qui prouve que le takaful séduit aussi bien les particuliers que les entreprises », a précisé le dirigeant. El DjazairTakaful mise également sur l'expansion territoriale. Son réseau est passé de 15 agences dans une dizaine de wilayas en 2024 à 26 agences réparties sur 22 wilayas à mi-2025, avec l'ambition de couvrir l'ensemble du territoire national d'ici 2026-2027. « L'Algérie est un pays-continent, il est essentiel d'être présent partout. Notre objectif est d'installer au moins une agence dans chaque grande agglomération », a souligné M. Bouziane. Au-delà de l'expansion commerciale, la compagnie a déjà redistribué des bénéfices à ses adhérents. Après un premier excédent reversé en 2023, un nouveau surplus sera distribué en 2024, estimé entre 20 % et 25 %. « C'est une spécificité du takaful : quand le fonds enregistre des excédents, ils revien-

nent aux assurés. Ce principe renforce la confiance et l'adhésion des citoyens », a insisté le PDG. Pour Mahfoudh Ziane Bouziane, ces résultats sont aussi le fruit d'une volonté politique forte. La création d'une compagnie publique dédiée a envoyé, selon lui, « un signal clair de l'État en faveur du développement de la finance islamique ». Une dynamique qui suscite désormais l'intérêt d'investisseurs étrangers, désireux de pénétrer le marché algérien de la finance islamique et du takaful. Reste un défi de taille : renforcer la contribution du secteur des assurances au produit intérieur brut. Actuellement, elle demeure inférieure à 1 %, mais l'essor du takaful pourrait changer la donne. « Notre ambition est d'élargir l'inclusion financière. Plus d'Algériens auront accès à l'assurance, plus le secteur participera à la croissance nationale », a-t-il conclu.

PAIEMENT NUMÉRIQUE

Algérie Poste lance sa carte prépayée classique

Par Sirine R.

Algérie Poste, en partenariat avec la Banque d'Algérie, élargit son portefeuille de solutions de paiement numérique. L'institution a annoncé hier dans un communiqué le lancement, pour la première fois, de la carte prépayée classique. Son introduction a lieu lors du Salon africain du commerce intra-africain (IATF 2025), qui se tient au Palais des Expositions "Pins Maritimes", du 4 au 10 septembre.

« Le déploiement de la carte prépayée classique a commencé aujourd'hui (hier ndlr) pour faciliter les transactions financières au visiteur de l'IATF2025 et sera prolongé dans tout le pays dans les jours à venir », indique Algérie poste dans son communiqué. Conçues spécialement pour les participants de l'IATF et les visiteurs internationaux, ces cartes sécurisées et pratiques sont offertes en plusieurs forfaits plafonnés, donnant aux utilisateurs une souplesse pour les paiements et

les retraits pendant leur séjour, a précisé la même source. Cette initiative complète la gamme existante d'instruments de paiement de la Poste Algérie, renforçant ainsi son engagement à élargir l'inclusion financière ; soutenir le changement vers les transactions en liquide et accélérer la transformation numérique à travers le pays. Cette carte prépayée est en offer en quatre paquets plafonnés : « 5,000 DZD, 10,000 DZD, 25,000 DZD et 50,000 DZD ». La carte est une solu-

tion sûre et pratique pour les visiteurs internationaux, en complément de notre gamme existante d'outils de paiement numériques. Il est à noter que l'émission de la carte prépayée classique sera déployée en première phase pendant le Salon « IATF », avant d'être généralisée à l'échelle nationale dans les jours à venir, comme une étape importante vers l'inclusion financière et la réduction des transactions en numérique, selon ce qu'a indiqué La Poste algérienne.

CNESE-UNICEF

Un plan d'action conjoint pour la jeunesse et le développement durable

Par R E.

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et le système des Nations Unies en Algérie, le professeur Mohamed Boughari, président du CNESE, a signé, le 2 septembre 2025 au siège du Conseil, le programme de travail conjoint pour les années 2025-2026 avec Mme Catarina Johansson, représentante de l'UNICEF en Algérie, a indiqué le CNESE dans un communiqué. En ouverture de la ren-

contre, le président du Conseil a souligné que cette signature s'inscrit dans la mise en œuvre du programme de coopération Algérie-UNICEF (2023-2027), traduisant une volonté commune de renforcer les efforts en faveur du développement durable et de garantir davantage de protection et de bien-être aux enfants et aux jeunes. Il a ajouté que ce plan d'action, couvrant la période 2025-2026, est l'aboutissement d'une coopération de longue date et vise à transformer plusieurs résultats clés en actions concrètes et tangibles, dans un cadre cohérent alliant produits et activi-

tés. Le président du CNESE a insisté sur le fait que les questions liées à l'enfance et à la jeunesse demeurent au cœur des priorités du Conseil, reflétant ainsi son engagement à contribuer à la construction d'un avenir radieux et prospère pour le pays. Le plan d'action signé avec l'UNICEF repose sur trois axes majeurs : Renforcer le civisme et l'engagement citoyen des jeunes, en instaurant un esprit national éclairé fondé sur la responsabilité, la solidarité et l'engagement ; encourager l'esprit scientifique et l'ouverture intellectuelle, par la valorisation du travail, de la science et de

l'innovation, afin de préparer les jeunes à la créativité et à une participation active au progrès de la société et promouvoir des comportements alimentaires sains chez les enfants et les jeunes, la bonne santé étant un gage de réussite individuelle et de vitalité collective. De son côté, Mme Johansson a salué la qualité de la coopération entre son institution et le CNESE, soulignant que la signature de ce plan d'action constitue une garantie de continuité et de consolidation de cette collaboration, tout en mettant en valeur les efforts de l'Algérie en matière de protection sociale.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LANCEMENT OFFICIEL AUJOURD’HUI DE L’IATF 2025

L’Algérie au cœur du commerce africain

La Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), véritable plateforme d’échanges commerciaux et d’investissements interafricains, ouvre ses portes aujourd’hui au Palais des Expositions d’Alger et se poursuivra jusqu’au 10 septembre. Organisée par la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), en partenariat avec l’Union africaine (UA) et le Secrétariat de la ZLECAf, cette édition se tient sous le thème : « Stimuler le commerce intra-africain pour un avenir durable : innovation, valorisation et industrialisation verte ».

Par Mourad A.

L’IATF 2025 s’annonce comme une vitrine exceptionnelle du potentiel africain et de l’ambition algérienne. Avec plus de 140 pays participants, plus de 2 000 exposants, dont 200 entreprises algériennes, et déjà plus de 35 000 visiteurs inscrits avant l’ouverture, le salon affiche des chiffres record. Plus de 1 000 opérateurs économiques confirmés dépasseront largement l’objectif initial fixé à 750. L’ambition affichée est de générer 44 milliards de dollars d’accords commerciaux et d’investissements, dont 1 milliard destinés aux projets locaux et communautaires.

À la veille de l’ouverture, le président Abdelmadjid Tebboune a multiplié les gestes de pilotage. Le 1er septembre 2025, il a présidé une réunion de travail consacrée aux derniers préparatifs de la cérémonie inaugurale, soulignant ainsi son implication directe. Pour le chef de l’État, l’IATF 2025 doit être plus qu’un salon : « cette foire doit refléter la nouvelle image de l’Algérie : un pays stable, ouvert et pleinement engagé dans la construction d’une économie africaine intégrée ». Tebboune voit dans ce rendez-vous un levier stratégique pour développer l’agriculture, l’industrie et les technologies, tout en attirant des capitaux étrangers. L’Algérie, selon lui, ne doit plus se contenter de son rôle de fournisseur énergétique, mais s’imposer comme un acteur économique africain diversifié. De son côté, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé dans une récente déclaration que l’organisation de cette foire reflète l’engagement de l’Algérie en faveur de l’intégration économique africaine. Il a rappelé que l’Algé-

rie a lancé dès le 1er novembre 2024 une opération de commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECAf. Cette initiative s’accompagne d’investissements massifs dans les infrastructures, notamment les ports, les aéroports, les lignes ferroviaires et les réseaux routiers. M. Rezig a également mis en avant des projets phares tels que la Route transsaharienne, la nouvelle liaison Tindouf-Zouerate (840 km) et le câble à fibre optique transsaharien. « Ces outils logistiques font de l’Algérie une passerelle entre l’Afrique et l’Europe », a-t-il insisté.

Pour les organisateurs, cette édition dépasse toutes les attentes. Gainmore Zanamwe, directeur de la facilitation du commerce et de la promotion des investissements à Afreximbank, a confirmé que « plus de 40 pays africains ont réservé leurs pavillons et plus de 2 000 exposants ont confirmé leur participation ». Il a précisé que le salon a déjà dépassé ses objectifs : « nous avions fixé la barre à 750 acheteurs qualifiés, aujourd’hui nous en comptons plus de 1 000 », a-t-il déclaré.

Zanamwe a invité les opérateurs algériens à saisir cette opportunité unique : « C’est une chance pour les PME, les jeunes entrepreneurs, les agriculteurs et l’industrie créative de rencontrer des partenaires africains et internationaux et de conclure des affaires ». Il a également souligné les retombées indirectes pour l’Algérie, notamment dans le tourisme, l’hôtellerie et la culture, rappelant que « le salon est aussi une vitrine pour la gastronomie et le patrimoine algériens ». De son côté, Mme Kanayo Awani, vice-présidente exécutive d’Afreximbank, a insisté sur la portée historique de l’événement : « L’Algérie a été choisie car elle a démontré une forte volonté politique et dispose d’infrastructures capables

d’accueillir un tel sommet. Alger représente une véritable porte d’entrée vers l’Afrique ». Au-delà des chiffres, l’IATF 2025 met l’accent sur des secteurs stratégiques : le numérique, la finance, le commerce en ligne, l’agroalimentaire et les énergies renouvelables. Des programmes inclusifs ciblent particulièrement les jeunes et les femmes entrepreneures, avec des sessions de mentorat, de financement et des espaces B2B (« Deal Rooms ») pour concrétiser des accords. Des initiatives phares comme le CreativeAfricaNexus (CANEX) mettront en avant les industries culturelles et créatives, tandis que le Pavillon Youth Start-Up servira d’incubateur pour les jeunes innovateurs africains. Un nouveau volet consacré à la recherche et à la propriété intellectuelle mettra en valeur les innovations universitaires et technologiques.

Au-delà de la foire, l’Algérie mise sur l’IATF pour réaffirmer son rôle de passerelle économique entre l’Afrique et l’Europe. Ces dernières années, elle a créé quatre zones de libre-échange avec ses voisins maghrébins et sahéliens (Mauritanie, Tunisie, Libye, Niger et Mali), via des postes frontaliers modernisés. La Route transsaharienne et les nouvelles liaisons ferroviaires et maritimes renforcent cette vocation. Pour Mme Awani, « cette foire, c’est l’Afrique qui prend son destin en main. Et pour Alger, c’est une opportunité historique qui ne doit pas être manquée ». Avec plus de 1 000 accréditations médias délivrées, l’IATF 2025 bénéficie déjà d’une visibilité mondiale. Pour Alger, cette édition marque une étape décisive : affirmer l’intégration africaine, dynamiser les échanges Sud-Sud et positionner l’Algérie comme une capitale économique africaine.

IATF 2025

Arrivée à Alger de hauts responsables africains

Des hauts responsables africains et des personnalités du continent sont arrivés à l’Aéroport international Houari-Boumediene pour prendre part à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qu’abritera Alger du 4 au 10 septembre. Ils ont été accueillis au salon d’honneur de l’Aéroport par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig. Dans ce cadre, M. Rezig a accueilli, mercredi matin, le président de la République arabe sahraouie démocratique, M. Brahim Ghali. Mardi soir, M. Rezig a accueilli l’ancien président de la République du Niger, M. Mahamadou Issoufou, à qui il a souhaité la bienvenue, une participation fructueuse à cet important événement continental et un agréable séjour en Algérie. Auparavant, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations avait accueilli le nouveau président élu de la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), M. George Elombi, et le président en exercice de la Banque, M. Oramah Benedict, à qui il a souhaité la bienvenue et une participation fructueuse à cet important événement continental au service de la vision africaine commune pour une économie intégrée et durable. Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations avait aussi accueilli, mardi, la vice-présidente de la République de Namibie, Mme Lucia Witbooi, le ministre d’Etat, ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation de la République du Congo, M. Claude Alphonse Nsilou, et le ministre d’Etat aux Coopératives de la République d’Ouganda, M. Frederick Ngobi Gume. Lundi, M. Rezig avait accueilli le ministre tchadien du Commerce et de l’Industrie, M. Mathieu Guibolo Fanga.

IATF 2025 À ALGER

Une mobilisation exceptionnelle pour l’édition la plus ambitieuse

Par R E.

La 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF) qui s’ouvrira jeudi à Alger, s’annonce comme l’édition la plus importante et la plus ambitieuse depuis son lancement, grâce à l’ampleur de sa participation, aux perspectives économiques qu’elle ouvre et aux moyens exceptionnels mobilisés pour sa réussite, en droite ligne avec la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, inscrite dans la continuité de l’engagement historique de l’Algérie en faveur de l’intégration continentale.

Placée sous le thème "Une passerelle vers de nouvelles opportunités", cette 4e édition sera marquée par la participation de plus 2.000 exposants et des délégations venant 140 pays et devra accueillir plus de 35.000 visiteurs professionnels. Cette édition devrait également s’achever par la signature d’importants accords commerciaux et d’investissements dont la valeur dépasserait les 44 milliards de dollars. Dans ce cadre, l’Algérie a mobilisé l’ensemble des moyens nécessaires pour offrir aux participants (délégations officielles, exposants et visiteurs professionnels) des

conditions d’accueil optimales, mettant en place des mesures d’accompagnement et de facilitation destinées à faire de cette 4e édition la plus importante et la plus ambitieuse jamais organisée depuis le lancement de l’IATF en 2018. Organisée par l’Algérie, la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), initiatrice de cette foire, la Commission de l’Union africaine et le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), cette 4e édition a suscité une attention particulière de la part des plus hautes autorités du pays qui ont veillé à impliquer toutes les parties concernées pour assurer une meilleure organisation de cet événement d’envergure.

En avril dernier, lors d’une réunion du Conseil des ministres, le président de la République avait ordonné la mise en place de toutes les facilitations nécessaires pour la participation des partenaires africains à cet événement économique et l’ensemble des mesures et dispositions à même de contribuer à sa réussite au profit des économies nationale et africaine. L’ambition affichée par l’Algérie est celle de réussir cette 4e édition qui sera organisée au Palais des expositions (Pins mari-

times) et au Centre international de conférences (CIC) "Abdellatif Rahal", au vu de l’importance de cet événement biennal qui constitue l’une des plus grandes plateformes de partenariat pour le commerce et l’investissement dans le continent.

Des retombées significatives pour l’Algérie et l’Afrique

Outre son ouverture officielle, le programme de cette 4e édition englobe des salons spécialisés, une journée dédiée à l’Algérie, un sommet des agences d’investissement, une rencontre consacrée à la diaspora africaine, des rendez-vous d’affaires B2B et B2G, un forum sur le commerce et l’investissement, un salon de l’industrie automobile, des espaces dédiés aux startups et à l’innovation, ainsi qu’un riche volet culturel et artistique. La tenue de la 4e édition constitue pour l’Algérie une occasion stratégique de réaffirmer sa place en tant que locomotive du développement continental et d’affirmer son rôle actif dans la concrétisation de l’intégration économique africaine, à travers la promotion d’une coopération accrue, l’élargissement des partenariats et la mise en avant de son

expérience en matière d’industrialisation et de diversification économique. A travers cet événement, l’Algérie entend mettre en lumière ses atouts industriels, agricoles et énergétiques, tout en valorisant la créativité et le dynamisme de sa jeunesse, incarnés par ses PME, ses startups et ses projets innovants, qui traduisent la volonté du pays de bâtir une économie moderne, compétitive et tournée vers l’avenir. L’IATF 2025 représente également une opportunité de premier plan pour positionner l’Algérie comme un hub régional incontournable du commerce et de l’investissement, capable de relier les marchés africains aux espaces européens et méditerranéens, et de renforcer ainsi son leadership dans les processus d’intégration et de coopération interafricaines. Sur le plan économique, des retombées significatives sont attendues, allant du renforcement des exportations algériennes et de la multiplication des opportunités d’investissement, à la promotion des secteurs émergents tels que le tourisme, l’hôtellerie, contribuant à diversifier l’économie nationale et à consolider le rôle de l’Algérie en tant que passerelle privilégiée entre l’Afrique, l’Europe et la Méditerranée.

EN PRÉVISION DE LA PROCHAINE RENTRÉE

Réception de 322 nouvelles structures scolaires à travers le pays

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, mardi depuis Biskra, la réception, à travers le pays, de 322 nouvelles structures scolaires pour la prochaine rentrée. Le ministre a précisé dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Biskra, que les travaux de réalisation des établissements scolaires en question, destinés aux trois paliers de l'enseignement, et qui ont nécessité un investissement public de 94 milliards de dinars, étaient "totalement achevés". Le ministre a ajouté que l'augmentation, par rapport aux années précédentes, du nombre de structures devant être réceptionnées, traduit la ferme volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de redoubler d'efforts afin d'améliorer les conditions de scolarité, en particulier dans les cités d'habitation nouvellement réalisées. Soulignant, dans ce contexte, que "90 % du programme inscrit sur la Loi de finances en matière de constructions scolaires a été lancé sur le terrain", il a indiqué que la mise en œuvre de cet "important programme" est également due au "suivi continu des autorités locales" qui a conduit à l'accélération du rythme des chantiers en vue de faire réceptionner les établissements dans les délais impartis. Il a également fait savoir que le secteur de l'habitat entamera, dès ce mois de septembre, la réalisation de 224 nouvelles structures relevant du secteur de l'éducation à travers le pays. Le ministre avait entamé sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Biskra en présidant, au siège de la wilaya, une réunion au cours de laquelle il a écouté un exposé exhaustif sur les équipements publics du secteur de l'éducation nationale, avant d'inaugurer et d'inspecter plusieurs établissements scolaires dans les communes de Biskra et de Djemorah. M. Belaribi a clôturé sa visite par l'inspection du projet de réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM) de base 6 dans la commune d'El Ghrous.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ÉNERGIE MOHAMED ARKAB REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA BIDC

Le renforcement de la coopération dans le domaine énergétique au menu

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, mardi, au siège du ministère, une délégation de la Banque d'investissement et de développement (BIDC) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), conduite par le vice-président de la Banque, M. Olagunju Ashimolowo. Cette rencontre a été l'occasion d'examiner les moyens de coopération entre l'Algérie et la Banque, notamment dans les domaines stratégiques prioritaires tels que l'énergie et les mines, en sus du renforcement de l'intégration régionale en Afrique, à travers l'accompagnement et la

contribution au financement des grands projets, dont le projet du gazoduc transsaharien (TSGP), les projets d'énergie solaire, et les projets d'interconnexion électrique entre les pays africains, de l'exploitation et de la transformation des ressources minérales et du développement de l'industrie des engrais agricoles, indique un communiqué du ministère. Le ministre d'Etat a présenté un exposé sur les principaux programmes de développement supervisés par le secteur, notamment dans les domaines de développement, d'exploitation et de transformation des hydrocarbures, du transport et de la distribution de l'électricité, de la valorisation des ressources minérales, ainsi que des projets liés aux énergies renouvelables et à l'interconnexion régionale de l'électricité avec les pays africains voisins. Il a également mis en avant l'importance de généraliser l'expérience pionnière de l'Algérie en matière d'expansion de l'utilisation du gaz du pétrole liquéfié (GPL) et des citernes de gaz propane, en tant que moyen efficace pour approvisionner en gaz les régions éloignées. Il s'agit là d'un modèle dont pourraient bénéficier de nombreux pays africains afin de renforcer leur sécurité énergétique et de servir leurs citoyens dans les zones enclavées. M. Arkab a souligné, dans ce contexte, l'importance de renforcer la coopération interafricaine dans le domaine de l'énergie durable, et d'accroître les capacités de production et d'interconnexion électrique, contribuant ainsi à assurer la sécurité énergétique et à promouvoir un

développement équilibré à travers le continent. Il a également réaffirmé l'engagement de l'Algérie à continuer de soutenir les projets d'intégration régionale, au premier rang desquels figure le projet du gazoduc transsaharien, considéré comme un projet stratégique multidimensionnel, porteur de retombées socioéconomiques majeures et consolidant la place du continent sur la scène internationale. M. Arkab a mis en avant la disponibilité de l'Algérie à partager son longue expérience avec ses partenaires africains, notamment dans les domaines de l'exploration, de l'industrialisation et de la formation, soulignant le rôle central de Sonatrach et de Sonelgaz, ainsi que des acteurs nationaux, dans l'accompagnement des pays africains pour développer leurs systèmes énergétiques, sans oublier la contributio de l'Algérie à la formation de compétences africaines à travers ses instituts spécialisés. De son côté, la délégation de la BIDC a salué la vision de l'Algérie en matière de développement, ainsi que son rôle régional actif et sa position centrale dans le renforcement de l'intégration continentale. A cet égard, M. Ashimolowo a réaffirmé l'intérêt de la Banque à soutenir et à participer au financement des grands projets à dimension stratégique, tels que le gazoduc transsaharien et les projets d'interconnexion électrique régionale, compte tenu de leur importance pour la sécurité énergétique et le soutien au développement socioéconomique en Afrique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 31 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Août 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
DA / Kg		دج / كغ				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	77	93	62	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	509	584	434	الثوم الجاف	
	Carotte	100	112	88	الجزر	
	Navet	125	139	112	لفت	
	Poivron	96	109	83	الفلفل الاخضر	
	Piment	118	138	99	الفلفل الحار	
	Courgette	100	113	87	الكوسة	
	Haricot vert	202	228	177	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	132	146	118	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	337	413	262	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	594	713	475	التمر	
	Banane	437	450	422	الموز	
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	74	84	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	221	281	162	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1813	1933	1693	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	356	368	344	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,31	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1409,00	-0,35	-0,32	-0,51	9,06	5,52	20528	28 923 952,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	NC	0,00	-5,97	-1,69	6,22	6,84	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	2280,00	0,00	-0,08	0,40	10,87	5,48	4757	10 845 960,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,22	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-1,54	-5,32	3,63	5,47	0	0,00

RECHERCHE CLINIQUE ET BIOÉQUIVALENCE

Saidal s’allie à l’américain AbbVie

La politique pharmaceutique de l'Algérie pour 2025 repose sur plusieurs axes stratégiques visant à renforcer la production locale et à encourager l'exportation de médicaments et de dispositifs médicaux. Forte de plus de 200 usines et laboratoires répartis sur son territoire, elle ambitionne de couvrir une grande partie du marché national grâce à la production locale et de consolider son leadership à l'échelle continentale.

Par Réda Hadi

Poursuivant ses objectifs, le Groupe Industriel Saidal Spa et le groupe biopharmaceutique américain AbbVie, représenté en Algérie par la compagnie d'exploitation Promedex, ont signé hier un Mé-morandum d'Entente (MOU) marquant le lancement d'une coopération stratégique. La cérémonie de signature s'est tenue au ministère de l'Industrie pharmaceutique, en présence du ministre Ouacim Kouidri, de la directrice générale du Groupe Saidal, Mme Nabila Benygzer, de la directrice générale des laboratoires AbbVie en Afrique du Nord, Mme Amal Makhloufi, du vice-prési-dent AbbVie pour la région MEAR (Moyen-Orient, Afrique et Eurasie), M. Mohammad Aboubakr, ainsi que de cadres des deux enti-tés. Cette alliance vise à renforcer les compé-tences de Saidal dans le domaine de la bioé-quivalence et de la recherche clinique. Selon

ce mémorandum, AbbVie accompagnera Saidal dans la formation et le développe-ment des compétences des équipes du **Centre de bioéquivalence Equival Biocen-ter**. Des programmes de formation certi-fiants, des ateliers et un transfert d'expertise dans les domaines de la bioéquivalence et de la recherche clinique sont prévus. Cette coopération pourrait s'étendre à d'au-tres volets, comme les bonnes pratiques de fabrication pharmaceutique. Les deux parte-naires entendent également contribuer au développement du système de santé en Al-gérie. Promotion de l'innovation : ils encourage-ront l'innovation et mettront à disposition des patients des traitements fiables et acces-sibles. Cet accord s'inscrit dans la stratégie nationale visant à renforcer la souveraineté pharmaceutique de l'Algérie et à promouvoir la recherche clinique. Avec ce partenariat, Saidal élargit son réseau avec des leaders mondiaux du secteur. Le groupe Saidal a

déjà lancé la production de 15 médicaments anticancéreux essentiels et vise une fabrica-tion totalement locale d'ici deux ans. Ses ef-forts se poursuivent avec, notamment, quatre unités de production d'insuline qui ont démarré la commercialisation et dispo-sent d'une capacité suffisante pour couvrir le double des besoins du marché national. Par ailleurs, l'Algérie prévoit de signer plu-sieurs conventions d'exportation lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qui se tiendra à Alger. L'objectif est de réduire la dépendance aux produits étran-gers, de renforcer l'autosuffisance nationale, de stimuler la création d'emplois dans l'in-dustrie locale et de promouvoir la compéti-tivité des produits pharmaceutiques algériens sur les marchés internationaux. L'Algérie ambitionne ainsi de devenir un ac-teur majeur de l'industrie pharmaceutique africaine, capable de répondre à ses besoins internes tout en s'imposant sur la scène in-ternationale.

FIBRE OPTIQUE, INTERNET MOBILE, PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Les priorités du secteur réaffirmées

Par Sirine R.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé avant-hier une réunion d'éva-luation consacrée à la mise en œuvre du plan d'action du sec-teur. Ce rendez-vous a rassem-blé les cadres centraux du mi-nistère et les responsables des entreprises publiques concer-nées, avec pour objectif de dresser un bilan d'étape des projets en cours et d'identifier les défis à relever. Durant les huit premiers mois de l'année, des avancées nota-bles ont été enregistrées, no-tamment dans le déploiement de la fibre optique et l'améliora-tion des services postaux. Tou-tefois, des retards subsistent dans certaines wilayas. À cette occasion, le ministre a donné

plusieurs instructions et orien-tations visant à accélérer la ca-dence de réalisation et à amé-liorer les performances pour la période à venir. Concernant le programme de généralisation de la fibre op-tique jusqu'au domicile (FTTH), le ministre a insisté sur la né-cessité d'achever ce chantier structurant d'ici 2027. L'accent a été mis sur la migration pro-gressive des foyers connectés par cuivre vers la fibre, ainsi que sur le suivi régulier de l'avancement du projet. En matière de téléphonie et In-ternet mobile, Sid Ali Zerrouki a exhorté les opérateurs à accé-lérer la modernisation des infra-structures existantes et à cou-vrir rapidement les zones en-core dépourvues de service, afin de garantir l'égalité d'accès aux nouvelles technologies

pour tous les citoyens. Pour ce qui est des services postaux et du paiement électro-nique, l'année 2025 a déjà vu la mise en service de 600 guichets automatiques, avec l'installa-tion prochaine de 300 autres. Un nouveau lot de 600 distribu-teurs est prévu, intégrant des fonctionnalités élargies permet-tant à la fois les retraits et les dépôts. Le ministre a égale-ment appelé à diversifier davan-tage les solutions de paiement électronique. En conclusion, Sid Ali Zerrouki a insisté sur l'importance d'une approche collective et coordonnée pour réussir la modernisation du secteur, soulignant que la fina-lité demeure l'amélioration tan-gible de la qualité des services offerts aux citoyens.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Baddari se réunit avec la
Commission nationale
d'authentification digitale

Le ministre de l'Enseignement supé-rieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari a tenu une réunion avec la Commission nationale d'authentifi-cation digitale, lors de laquelle il a été dé-cidé de la création d'une commission na-tionale chargée de l'élaboration d'un sys-tème national d'information pour détecter le taux de citation dans les publications scientifiques et les thèses, indique mer-credi un communiqué du ministère. Lors de cette réunion tenue mardi au siège du ministère, il a été décidé de "relancer les bases de données à partir de janvier 2026", de "former une commission na-tionale d'enseignants et d'experts pour la mise en place d'un système national d'in-formation unifié, développé et performant, pour détecter le taux de citation dans les publications scientifiques et les thèses, ajoute la même source.

TRANSACTIONS ÉLECTRONIQUES

Actions de sensibilisation au profit des utilisateurs
de la carte Edahabia et de l’application BaridiMob

Par R E

Le ministère de la Poste et des Télécom-munications a lancé, mercredi, une sé-rie d'actions de sensibilisation au profit des utilisateurs de la carte Edahabia et de l'application "BaridiMob", visant à consen-tiser les citoyens et à renforcer la sécurité de leurs transactions électroniques, indique un communiqué du ministère. Ces actions de sensibilisation, qui s'inscrivent dans le cadre des efforts du ministère de la Poste et des Té-lécommunications pour lutter contre les opé-rations d'escroquerie, visent à "élever le ni-veau de conscience numérique des citoyens, en leur prodiguant des conseils pratiques et simplifiés qui contribuent à garantir la pro-

tection de leurs données et leur éviter d'être victimes de pratiques frauduleuses". Les prin-cipaux axes de ces activités, qui seront diffu-sées via différents supports, portent sur "l'im-portance de préserver la confidentialité des informations personnelles (mot de passe, code OTP, données de la carte et la photo...etc) et de ne les partager avec per-sonne, sous aucun prétexte", "la mise en garde contre les liens suspects reçus via SMS, les applications de messagerie ou les plate-formes de réseaux sociaux, ainsi que contre les faux concours et les offres trompeuses dif-fusées sur les réseaux sociaux, faussement at-tribués à Algérie Poste, et l'impératif pour les utilisateurs de télécharger uniquement l'ap-plication officielle +BaridiMob+ depuis les

boutiques en ligne (Google Play et App Store) afin d'éviter les versions contrefaites ou falsifiées". Ces actions de sensibilisation vi-sent également à "mettre en garde contre les appels téléphoniques suspects émanant de personnes qui se font passer pour des repré-sentants d'Algérie Poste pour obtenir des in-formations personnelles" et à "informer les usagers des mesures à prendre en cas de fraude ou d'escroquerie", selon le communi-qué. A cette occasion, le ministère de la Poste et des Télécommunications affirme que "la sécurité des transactions électroniques est la responsabilité de tous, d'où l'importance de la coopération continue et de la vigilance per-manente des citoyens.

DANGERS DES
PÉTARDS ET DES
PRODUITS
PYROTECHNIQUES
Les douanes
organisent une
journée de
sensibilisation à
Souk Ahras

Par R E.

L'Inspection division-naires des douanes algériennes de Souk Ahras a organisé, mercredi dans plusieurs points de contrôle routier, à l'ap-proche du Mawlid Enna-baoui, une journée de sen-sibilisation aux dangers de l'utilisation de pétards de produits pyrotechniques. L'inspecteur principal Ram-dane Zerari a indiqué qu'à l'approche de la célébra-tion du Mawlid, les ser-vices des douanes algé-riennes ont « intensifié les contrôles et renforcé la présence de leurs agents au niveau des points de contrôle routier sur diffé-rents axes, notamment les plus sensibles ». Des dé-pliantes et autres prospec-tus détaillant les dangers liés à l'utilisation de ce type de produits et expliquant les dispositions juridiques criminalisant leur déten-tion, leur commercialisation et leur usage sont distri-bués aux conducteurs et aux personnes les accom-pagnant. La même source a ajouté que la campagne de sensibilisation « vise également les enfants et les jeunes gens dans les cités résidentielles et les lieux publics afin d'attirer leur attention sur les dan-gers qu'ils encourent en manipulant ces produits, et leur expliquer la nécessité de ne pas en faire usage pour préserver leur inté-grité physique et psycholo-gique ». Les services douaniers appellent les ci-toyens à « coopérer et à si-gnaler sans tarder les cas de commercialisation et d'utilisation de pétards et de produits pyrotechniques en appelant la ligne verte des douanes algériennes (1023) afin de participer à la protection des per-sonnes et des biens ». Cette initiative s'inscrit dans la cadre d'une straté-gie nationale mise en œu-vre par la Direction géné-rale de ce corps constitué aux fins de lutter contre la commercialisation de pro-duits pyrotechniques, selon M. Zerari qui a souligné que les produits prohibés saisis seraient « détruits » sans préjudice des pour-suites judiciaires contre les contrevenants et ce, afin de préserver la sécurité publique et la sérénité des citoyens.

EL-MENIAA

Réception et inauguration de nouveaux projets à Hassi- Lefhal

Des nouveaux projets de développement, tous secteurs confondus, ont été réceptionnés ou inaugurés par les autorités de la wilaya, dans la commune de Hassi-Lefhal (155 Km au Nord d'El-Meniaa), a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Ces projets concernent, entre autres, un centre de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 55.000 quintaux, ainsi que le raccordement de nouveaux lotissements sociaux au réseau d'électricité, a précisé la même source. Une salle polyvalente destinée aux jeunes de la région, une salle de soins, en plus d'un château d'eau dans le quartier de Guilal, ont également été réceptionnés ou inaugurés. Ces projets contribueront à donner un nouvel essor au développement local dans cette commune à vocation agricole, ce qui permettra de générer des emplois au profit des jeunes, a-t-on ajouté de même source.

BOUMERDÈS

Une soixantaine d'exposants à la 6e édition de la Fête du raisin

Près de 60 opérateurs agricoles ont pris part, mardi, à la 6e édition de la Fête du raisin, organisée dans la wilaya de Boumerdes. Initié par la Chambre d'agriculture locale, l'événement a attiré un large public venu découvrir la diversité des raisins cultivés dans la région, soit près d'une vingtaine de variétés exposées, parmi lesquelles le "Sabel", le "Red Globe", le "Muscat" ou encore le "Dattier", qui ont particulièrement retenu l'attention des visiteurs. Cette manifestation, organisée annuellement début septembre à l'occasion de la maturation des vignes, vise notamment à valoriser le produit local et encourager les agriculteurs à développer de nouvelles variétés et à mettre en lumière le potentiel viticole de Boumerdes, a indiqué à l'APS, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture, Rachid Messaoudi. La wilaya fait figure de leader national dans la production du raisin, couvrant à elle seule, 45 % des besoins nationaux. Pour la campagne agricole 2024/2025, les services concernés tablent sur une récolte de plus de cinq (5) millions de quintaux, cultivés sur une superficie avoisinant les 21.000 hectares, selon la même source. Abrisée à la maison de la culture "Rachid Mimouni", la manifestation a constitué une opportunité pour les exposants issus des différentes communes de la wilaya pour un échange d'expériences et de savoir-faire. La fête du raisin est aussi pour les agriculteurs, une occasion de s'informer sur les dispositifs de soutien et les mécanismes bancaires et logistiques, notamment en matière de stockage et d'exportation des excédents de production, a précisé M. Messaoudi

GUELMA

Mise en service de 14 nouveaux transformateurs électriques dans plusieurs communes

Pas moins de 14 nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service, durant l'été 2025, dans plusieurs communes de la wilaya de Guelma dans le cadre des mesures destinées à améliorer le service public et à éviter les perturbations en matière de fourniture d'énergie électrique, a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule de communication de la direction de distribution de Sonelgaz.

La responsable de cette cellule, Ryma Medhaoui, a indiqué à l'APS que ces nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service dans des cités d'habitation de 10 communes, en l'occurrence Guelma, Ain Makhoulouf, Bordj Sabath, Bouaati-Mahmoud, Bouchegouf, Boumahra-Ahmed, Houari-Boumediene, Oued Cheham et Oued Fragha. Elle a précisé que le choix de l'emplacement de ces équipements, opéré sur la base d'un diagnostic préalable effectué par le groupe public Sonelgaz, a ciblé les cités connaissant des perturbations et des interruptions de la fourniture d'électricité en raison, notamment, des besoins croissants de la population pendant la période estivale et de la baisse de tension dans certains anciens transformateurs. La même source a ajouté que les mesures arrêtées dans le plan d'action durant la période estivale ont également donné lieu, dans la wilaya de Guelma, à l'installation de 19 lignes électriques de basse tension à travers 8 communes afin de renforcer le réseau électrique raccordé aux foyers, d'assurer un équilibre et de soulager la pression sur les anciennes lignes dans les zones concernées.



Selon la responsable, les nouveaux équipements électriques mis en service "ont eu l'impact escompté dès lors qu'ils ont permis d'améliorer la fourniture d'énergie électrique aux différentes communes de la wilaya". Parmi les autres mesures prises durant l'été 2025 pour moderniser et améliorer le ser-

vice public au bénéfice des clients de la Sonelgaz, figure également, selon la même source, la mise en œuvre du paiement des factures à distance par le biais de l'application mobile "BaridiMob", bien accueillie par les clients puisqu'il a été enregistré le règlement, à ce jour, de 2.513 factures via cette application.

SOUK-AHRAS

Lancement des travaux d'entretien d'un segment du chemin de wilaya n 8A

Les travaux d'entretien du chemin de wilaya CW n 8 A reliant les communes Dréa et M'daourouch dans la wilaya de Souk-Ahras, sur 10 km ont été lancés récemment, a-t-on appris mardi auprès du directeur local des travaux publics, Amar Mezahda. L'opération s'inscrit dans le cadre du programme de mise à niveau et d'entretien des chemins de wilaya (CW) et chemins communaux (CC) visant à améliorer des condi-

tions de déplacement des citoyens et garantir la sécurité routière, d'autant que ce tronçon connaît un trafic dense car reliant la commune de M'daourouch à Souk Ahras et Dréa en passant par le site archéologique Madaur, a précisé le même responsable. Les travaux de réhabilitation portent sur l'élimination de la couche dégradée et la consolidation des différentes couches par le bitumage et le béton bitumineux, en plus du renforcement des conduite

d'évacuation des eaux pluviales pour prévenir les glissements de terrain et la mise en place des signalisations horizontales et verticales pour davantage de sécurité au profit des usagers de la route. Une enveloppe financière de l'ordre de 160 millions Da a été allouée pour ce projet, selon les explications fournies par la même source. Les services de la direction des travaux publics s'emploient en collaboration avec les autorités locales

à suivre et contrôler de près la cadence et la qualité des travaux, affirme-t-on soulignant que le projet devra être réceptionné « au début du premier trimestre de l'année 2026 ». La wilaya de Souk-Ahras dispose d'un réseau de routes nationales dépassant les 501km en plus de 390 km de chemins de wilaya et 1.769 km de chemins communaux et non classées, a rappelé le même responsable.

TINDOUF

Plusieurs opérations pour protéger l'environnement en milieu urbain

Une série d'opérations visant à protéger l'environnement en milieu urbain et à améliorer le cadre de vie des citoyens sont en cours de réalisation à Tindouf dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République au profit de la wilaya, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. S'exprimant lors d'un point de presse organisé en marge d'une cérémonie de réception du deuxième lot d'équipements et de matériels roulants destinés au Centre d'enfouissement technique (CET) réalisé à 98

%, le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, a indiqué que cette nouvelle infrastructure, bientôt en service, permettra de contribuer aux efforts menés afin d'éliminer les "points noirs" et d'améliorer l'espace environnemental de la wilaya. Il s'agit notamment de l'acquisition de cinq camions poids-lourds pour la collecte des déchets inertes, quatre camions pour la collecte des déchets ménagers et assimilés, trois tracteurs, ainsi qu'un camion à benne-tasseuse. Par ailleurs, l'entreprise publique chargée de l'amélioration urbaine avait déjà bénéfi-

cié d'un important lot d'équipements, à l'initiative du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, a-t-on fait savoir. Dans le cadre des préparatifs de la rentrée sociale, la wilaya de Tindouf prévoit de lancer une vaste campagne de nettoyage, avec la participation de divers secteurs, et ce en application des instructions des hautes autorités du pays, pour un milieu urbain propre et sain, propice au bien-être des citoyens, a-t-on encore signalé de même source.

Compétition, guerre et innovation

La guerre est une rupture violente de la compétition, elle vise à transformer les champs et les règles de la compétition, mais elle n’en a plus le pouvoir. La force est maintenant diffuse. Le pouvoir appartient à l’innovation, destruction créatrice ou création destructrice.

3^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

La société étant dans l’économie, le militaire dans le civil, partageant le même objectif et le même esprit de coopération. Un processus d’innovation ne peut pas être intensif s’il ne rencontre pas ses conditions de félicité, s’il n’est pas dans la bonne trajectoire sociale. Un tel processus accumule de l’expérience, il transforme les échecs (inévitables) en réussites. Si les dispositions sociales sont à l’innovation, à l’incorporation des normes mondiales et au dépassement de soi, au dépassement des normes mondiales ou seulement au mimétisme et à la consommation, les résultats seront d’ordre opposé. Par la forte propension à consommer, le mimétisme et la faible propension à innover qui nous caractérisent, nous formons une société de « jeunes vieux », vieux avant d’avoir atteint l’âge et jeunes sans expérience. À l’inverse d’autres sociétés émergentes qui offrent l’image de sociétés de « vieux jeunes », riches de l’expérience des anciens et jeunes par leur désir d’innovation et d’affirmation. Dans un processus intensif d’innovation, une société émergente envoie ses jeunes apprendre des anciens étrangers et les rappelle pour innover auprès de leurs anciens. Dans un tel processus la tradition rajeunit. Dans les sociétés à forte propension à consommer, la compétition sociale est centrée sur la consommation chez la majorité et l’appropriation privatisation des biens collectifs chez une minorité. Dans les sociétés à forte propension à épargner et à innover, la compétition sociale porte sur une appropriation réappropriation de la production mondiale. Dans un cas, il y a fuite des capitaux, dans un autre il y a accumulation. Une entreprise innovante suppose donc un milieu innovant qui l’accompagne, un esprit social compétitif. Un milieu innovant crée et soutient l’entreprise innovante. Un milieu innovant imagine, cherche et expérimente. Il essaie des idées et rassemble des compétences. Une entreprise naît d’une expérience qui a réussi, qui a formalisé une offre et trouvé son marché. Un producteur n’a le soutien des consommateurs et des investisseurs que s’il partage avec eux la même perspective, le même horizon d’attente. La pensée occidentale décompose le réel pour le comprendre, le reconstruire selon les modèles disponibles, mécaniques souvent. Elle sépare le producteur du consommateur et de l’investisseur pour les équilibrer dans une macroéconomie. Elle ne prend pas le réel comme un tout, son souci de maîtrise l’incite à composer le tout à partir d’éléments qu’elle croit tenir en main. La pensée chinoise relie les éléments dans

une dynamique vivante, elle ne pense pas refaire le monde, elle lui obéit pour composer avec lui. Elle ne dit pas comment doit être le monde, mais comment il peut aller pour favoriser une de ses propensions. Production et consommation, épargne et investissement se séparent avec la différenciation sociale et économique, mais s’ils se disjoignent, ils ne peuvent plus se codéterminer. Un processus intensif d’innovation ne peut pas rencontrer ses conditions de félicité s’il ne réalise pas l’unité complémentaire de ces dimensions économiques, si la trajectoire sociale et économique est mal déterminée. C’est dans un milieu qu’émergent et se différencient une offre et une demande, des producteurs et des consommateurs, une consommation et une épargne. La relation du producteur et du consommateur d’immédiate en économie de subsistance, cesse de l’être dans une économie de marché. L’épargne du consommateur est à la recherche d’un revenu que produira une entreprise pour une consommation différée qu’il prévoit supérieure à celle à laquelle il a renoncé. La relation du producteur et du consommateur est donc médiée par le milieu dans lequel elle baigne, celui-ci partage ou ne partage pas un horizon d’attente, il lui procure confiance ou défiance dans l’entreprise et l’avenir. Le milieu aligne ou disjoint les dispositions. Pour que l’émergence de tels producteurs puisse se transformer en entreprises pérennes et innovantes, celles-ci doivent être tout à la fois locales et mondiales. Locales d’une manière et mondiales d’une autre, selon les situations. Elles doivent vivre d’un milieu local et d’un milieu mondial, être entretenues par un milieu local dans un milieu mondial. Elles doivent constituer un centre d’accumulation local dans un réseau mondial de centres d’accumulation, soit constituer d’une certaine manière un centre de gravité local du capital mondial. Au cœur de ce centre de gravité local une population apprenante et innovante, attachée à son milieu et le performant. Mais aussi une population qui souffre et se bat. Qui se bat contre la dissipation, pour l’accumulation. C’est l’aptitude de la société à faire et défaire ses habitudes, ses entreprises, à composer et recomposer ses capitaux, qui lui permettra de préserver ses centres d’accumulation en s’adaptant aux mouvements de l’accumulation du capital mondial.

Toute société est composite

Par milieu, il faut entendre le milieu biophysique et le milieu social. Avec nos artefacts nous nous transformons et transformons le milieu naturel. Nous considérons la société comme composée d’éléments humains et non humains. Les humains ne s’agencent pas les uns aux autres, ne s’organisent pas, ne fonction-

nent pas indépendamment des éléments non humains qui la composent. Le cantonnement des humains dans une société, leur institution comme des sujets, et le cantonnement des non-humains dans la nature, leur institution comme des objets, ne rend pas compte du double processus de dissociation et d’association par lequel se compose la société. Le véhicule à moteur améliore la circulation sur la route qui lui préexiste, qu’il transformera dans le même temps. Il s’insère dans un équipement de la société qu’il transforme, dans un fonctionnement de la société qu’il accélère. Il descend d’un ancêtre auquel il succède. Le véhicule produit en Europe et importé en Afrique appelle la création de routes qui ne lui préexistaient pas, ces routes appellent des agglomérations qui ne lui préexistaient pas. Ces sociétés africaines ont été sorties de leurs routes qu’elles n’amélioreront pas. Les villes ont été juxtaposées à leurs villages qui ont été détruits, leurs nouvelles infrastructures n’obéissent pas à leur logique, elles se dégraderont. Elles ont abandonné leurs collectifs et leur fonctionnement, elles sont prises dans des collectifs qu’elles prennent autrement qu’il ne devrait. Elles se dérèglent. En s’équipant, la société transforme son fonctionnement. La transformation produit fragmentation et cohésion. L’une finit par l’emporter sur l’autre. Les non-humains comme les humains relèvent d’une certaine généalogie. Ils ont des affinités sélectives, des associations s’imposent et d’autres s’excluent. Une certaine interdépendance les lie, une certaine asymétrie aussi. La question est de savoir comment ces non-humains s’insèrent dans le fonctionnement global de la société, comment ils « vivent » en compagnie des humains, autrement dit quelles associations, quels rapports de compétition et de coopération forment-ils avec les humains ? Certaines associations, pas toujours les plus fructueuses, l’emportent sur les autres. Les pesticides et les abeilles ne vont pas ensemble. Certains non-humains ne vont pas avec certains humains, ils s’excluent. Les rapports de compétition, de substitution peuvent l’emporter sur les rapports de coopération, de complémentarité. Il faut donc voir la société comme un ensemble vivant d’associations d’humains et de non-humains, qui fonctionnent ensemble dans un processus dynamique qui dissocie et associe humains et non-humains continuellement. On pourra se trouver en présence d’un processus d’innovation social intensif en mesure de permettre à la société de s’adapter au monde et de performer, de s’insérer dans le processus mondial d’innovation, ou à un processus intensif d’innovation mondial aux effets négatifs qui désarticule la société, où vivants et non vivants composent un corps malade

et un milieu malade, qui ne peuvent se soutenir par eux-mêmes et qui ne tiendront que parce que soutenus par un échafaudage externe, une dynamique extérieure plutôt qu’intérieure.

Trajectoire historique

Il faudrait entendre par « société », en sus d’un ensemble composé d’humains et de non-humains à égalité, un ordre social qui se répète le long d’un trajet historique[5]. Un ordre social qui se reproduit et fonctionne pour son propre compte, selon une logique et une identité qui est celle de son héritage et de son destin, de sa trajectoire historique. Une société est essentiellement une répétition, une tradition ; elle répète une lignée « ancestrale ». Sa trajectoire historique répète son héritage en l’actualisant constamment dans un environnement qu’elle change et qui la change. Ce qui passe dans sa trajectoire c’est son héritage, sa trajectoire c’est ce qui subsiste de son héritage ; ce qui fait la cohérence et l’allure de sa trajectoire c’est le développement de son héritage dans le cours des choses. On peut dire que l’héritage c’est le capital, non pas l’argent, mais l’expérience ; la trajectoire c’est celle de l’accumulation du capital. La dynamique des sociétés postcoloniales ne laisse pas de trajectoire sociale et historique perceptible ; dans l’héritage occidental, elles ont égaré leur propre héritage. L’Occident a hérité du monde, le monde après l’Occident doit hériter de l’Occident. Ce sera au tour de nouveaux postulats, de nouveaux héritages de reprendre l’héritage occidental dont les postulats deviennent toxiques. L’histoire c’est donc toujours un peu refaire la même histoire sans quoi il n’y aurait pas de trajectoire historique. La même histoire dans des contextes de développement différents donne des histoires différentes. Il y a accumulation, lorsqu’il faut expérimenter différents environnements. Dans les sociétés de subsistance qui avaient une expérience sociale stabilisée, chaque génération refaisait la même histoire, mais pour elle-même. Chacune d’elle vit une histoire, que le poète souhaiterait même réinventer, surpasser. La vie ne peut se souhaiter répéter une histoire autrement que dans des cycles. En la répétant, elle s’en écarte, car elle ne la répète pas dans les mêmes termes. L’expérience accumulée avant elle, la sagesse collective, s’efforce d’offrir à la nouvelle génération les conditions de félicité de son expérience. Elle ne les garantit pas ni ne les impose.

(A suivre)

Notes

[5] J’emprunte sans difficulté cette définition au philosophe pragmatiste Whitehead. Voir Didier Debaise. Un empirisme spéculatif. Lecture de Procès et réalité de Whitehead. Vrin. 2006

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

MAURITANIE
Ghazouani souligne
l'importance de
renforcer le rôle de la
BAD dans la promotion
économique et sociale
en Afrique

Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a souligné le rôle clé joué par le Groupe de la Banque africaine de Développement dans la promotion du développement économique et social du continent. Dans un discours prononcé à l'occasion de l'investiture du président du Groupe, lundi à Abidjan, Son Excellence a insisté sur l'importance de la contribution du Groupe à la construction d'une Afrique cohérente, économiquement intégrée et prospère.

EMIRATS ARABES UNIS
DNOC commence à
forer des puits dans la
zone de schiste des
Émirats arabes unis
d'EOG Resources

La directrice générale d'EOG Resources, Ezra Yacob, a confirmé mardi que le projet de la société avec l'Abu Dhabi National Oil Company se déroulait comme prévu, ADNOC ayant foré des puits horizontaux et testé le pétrole à la surface dans un bloc de schiste aux Émirats arabes unis. La société EOG Resources, basée à Houston, exploite le bloc et prévoyait de commencer à forer dans la région d'Al Dhafra à Abou Dhabi au cours du second semestre 2025. EOG a également fait son entrée dans le secteur amont de Bahreïn au début de l'année, en signant un accord d'exploration gazière avec l'entreprise publique bahreïnienne Bapco Energies. Bapco a testé horizontalement le gaz à la surface dans le gisement de gaz terrestre, a ajouté M. Yacob lors de la Barclays CEO Energy-Power Conference à New York.

ÉGYPTE

2,6 milliards \$ d'investissement privé attendu dans l'agriculture en 2025/2026

En Égypte, le gouvernement souhaite attirer 127,4 milliards de livres égyptiennes (2,6 milliards \$) de financement privé dans l'agriculture dans le cadre de son plan d'investissement pour le compte de l'exercice 2025/2026 dans ce secteur.

L'annonce a été faite le dimanche 31 août par le ministère de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, ledit ministère indique que les principales priorités pour cet exercice portent sur la poursuite de l'expansion des terres cultivables dans les zones désertiques telles que Toshka, le Sinaï, ou encore dans le Nouveau Delta. Selon les informations relayées par les médias locaux, il est également prévu l'amélioration des rendements des cultures, la modernisation des systèmes d'irrigation, le développement des serres agricoles et l'extension du contrat de culture à des filières stratégiques comme le maïs, le coton et les oléagineux. L'enjeu pour l'Égypte de valoriser les zones arides dans la production agricole est d'autant plus stratégique quand on sait que, dans le pays des pharaons, les

terres arables couvrent moins de 5 % du territoire. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé en août dernier avoir réussi à cultiver, pour la première fois à titre expérimental, du coton dans les conditions désertiques du sud du Sinaï avec des infrastructures d'irrigation agricole modernes. Un succès qui ouvre la voie à la réalisation de cultures à grande échelle dans ces régions et qui pourrait susciter l'intérêt de nouveaux investisseurs. D'un autre côté, l'accroissement de la production locale devrait permettre au pays d'Afrique du Nord de réduire sa dépendance aux importations. Dans un rapport publié en juillet dernier, les données compilées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indiquent que l'Égypte est le plus gros importateur africain de produits alimentaires, avec des achats qui ont totalisé près de 16,4 mil-

liards \$ entre 2021 et 2023. Les principaux produits importés sont principalement des céréales, des oléagineux, du sucre, de la viande et des produits laitiers.

Les exportations alimentaires dépassent 4 milliards \$ en 7 mois

En effet, ces dernières années, l'Égypte a ouvert huit nouveaux marchés à l'exportation pour ses fruits et légumes. Au cours du premier semestre 2025, les exportations agricoles se sont établies à 5,2 millions de tonnes, en de 6 % par rapport à la même période un an plus tôt. En Égypte, les exportations du secteur alimentaire ont atteint 4,03 milliards \$ au cours des sept premiers mois de 2025, enregistrant ainsi une hausse de 8 % par rapport à la même période en 2024. C'est ce qu'indiquent les données du Food Export Council publiées le dimanche 31 août 2025.

DEUXIÈME TRIMESTRE 2025 EN TUNISIE

Le volume des traites dépasse celui des chèques

Face au durcissement des règles sur les chèques, les entreprises tunisiennes redécouvrent les traites communément connues sous l'appellation d'effets de commerce. Au fait et selon les dernières données statistiques, en valeur, les montants des traites gérés en télécompensation se sont élevés à 28 199,500 millions de dinars (MD) à fin juin 2025 contre 62 205,8 MD sur la même période en 2024. Au cours du deuxième

trimestre, la valeur totale des chèques traités s'est située à 11 988,9 MD contre 31 084,6 MD en 2024. Sous ce même angle, le nombre des effets a atteint 2 131 000 en six mois contre 835 200 une année auparavant. En valeur, le montant s'est élevé à 25 756,0 MD contre 16 498,4 MD en 2024. Ainsi et durant le deuxième trimestre, le volume s'est établi à 14 443,7 MD, dépassant ainsi les chèques pour la

première fois. De plus et sur les six premiers mois de l'année, 4 112 600 chèques ont été traités contre 12 289 700 à la même date en 2024. Il s'agit d'une baisse de 66,5% en glissement annuel. Durant le deuxième trimestre 2025, qui correspond à une période entière d'application de la nouvelle réglementation, le nombre des chèques traités a atteint 1 769 200 contre 6 149 000 au cours du deuxième quart de 2024 ce

qui signifie l'enregistrement d'une baisse remarquable. Les virements et les prélèvements ont totalisé, respectivement, 37 686,7 MD et 14 910,1 MD. Il est à noter que les montants traités par la compensation ont atteint 106 552,3 MD au cours du premier semestre 2025 contre 117 659,7 MD à la même date en 2024 ce qui correspond à une baisse de 11 107,4 MD sur une année glissante.

LIBAN

Le tourisme en demi-teinte

Àu début de l'été 2025, les autorités libanaises et les professionnels du tourisme nourrissaient de grands espoirs pour la saison à venir. Le ministère du Tourisme avait lancé une campagne ambitieuse, visant entre 3 et 5 millions de visiteurs d'ici la fin de l'année, selon des projections officielles relayées en mars. Cette cible, qualifiée de la plus importante depuis des décennies, s'appuyait sur une reprise progressive des liens avec les pays du Golfe et une stabilisation relative de l'économie. Les hôtels, en particulier à Beyrouth, rapportaient des taux de réservation en hausse, avec des prévisions d'occupation à 80 % pour la haute saison. Les expatriés libanais, traditionnellement nombreux à rentrer au pays en été, étaient attendus en force, boostés par un taux de change plus favorable et des vols quasi complets. Les experts tablaient sur une croissance du PIB de 4,7 % pour

2025, en partie portée par le tourisme et la consommation, comme l'indiquait un rapport de la Banque mondiale en juin. Pourtant, à la fin de l'été, les résultats réels se sont révélés bien en deçà de ces attentes optimistes. Si Beyrouth a effectivement affiché des taux d'occupation entre 80 et 90 % à partir de mi-juillet, les régions côtières et montagneuses n'ont pas suivi le même rythme, avec des moyennes souvent inférieures à 60 %. L'aéroport international Rafic Hariri de Beyrouth a enregistré près d'un million d'arrivées en juin et juillet, un chiffre encourageant mais qui masque une baisse significative en août, due à des tensions géopolitiques récurrentes. Au total, les arrivées touristiques pour les trois mois d'été devaient avoisiner les 1,2 million, loin des 1,6 million espérés initialement par les autorités. Cette disparité entre projections et réalité s'explique par une

combinaison de facteurs internes et externes, dont les infrastructures défectueuses et l'instabilité régionale ont été les principaux freins. Les professionnels du secteur, interrogés en août, n'hésitent pas à exprimer leur déception. « Nous avons vu un afflux majeur à partir du 10 juillet, mais cela n'a pas suffi à compenser les pertes antérieures », confie un responsable hôtelier beyrouthin. « Beyrouth a atteint 90 % d'occupation, mais ailleurs, c'est à peine 60 %. » Ces chiffres, issus de données du ministère du Tourisme, soulignent une reprise inégale, concentrée dans la capitale et les zones urbaines, tandis que les sites ruraux et côtiers peinent à attirer les foules. La comparaison avec l'année précédente est mitigée : si 2024 avait vu 2,8 millions d'arrivées annuelles, 2025 pourrait stagner autour de 3 millions, bien en deçà des ambitions affichées.

Infrastructures : le talon d'Achille persistant

Les problèmes d'infrastructures restent au cœur des difficultés du tourisme libanais. Malgré des investissements annoncés, les coupures d'électricité chroniques continuent de plomber l'expérience des visiteurs. En 2025, le réseau électrique public n'assure qu'une moyenne de 4 à 6 heures d'alimentation par jour dans de nombreuses régions côtières, obligeant hôtels et restaurants à recourir à des générateurs privés. Ces solutions de fortune, coûteuses et polluantes, augmentent les frais opérationnels de 20 à 30 %, selon des estimations sectorielles. Un rapport de la Banque mondiale publié en mars évalue les dommages aux infrastructures électriques à plus de 36 sites publics endommagés lors de conflits récents, contribuant à un besoin global de reconstruction estimé à 11 milliards de dollars.

DIAMANTS

Vers une nouvelle refonte d'un projet à 683 millions \$ à Karowe au Botswana

Alors qu'elle prévoit la fin de l'exploitation à ciel ouvert en 2026, Lucara entend prolonger à 2040 la durée de vie de sa mine de diamants Karowe avec un projet souterrain en développement. Le chantier prévu pour s'achever d'ici 2028, demeure néanmoins impacté par la faiblesse du marché des diamants.

Lucara Diamond a annoncé le vendredi 29 août, la réception d'un montant de 10 millions USD auprès de son principal actionnaire Nemesia S.a.r.l pour « combler le déficit de financement du projet souterrain Karowe (UGP) » au Botswana. Ce développement survient alors que la société canadienne révisé à nouveau les différents paramètres techniques et financiers de ce chantier actuellement budgétisé à 683 millions USD. La production de Karowe repose actuellement sur une mine à ciel ouvert, dont l'exploitation est prévue s'achever en 2026. La mine souterraine qui devrait prendre le relais et prolonger la durée de vie du projet jusqu'en 2040, a connu en 2023 une prolongation de son calendrier, avec une mise en service actuellement prévue en 2028 (contre 2026 initialement) et une

hausse de 25% de son budget. Deux ans après cette mise à jour qu'elle justifiait alors par un rythme d'exécution plus lent que prévu, Lucara indique mener « une revue de la méthodologie d'extraction du minerai de l'UGP ». Cette initiative rendue publique le vendredi 8 août dernier consiste, apprend-on, en une mise à jour des « études géomécaniques, ainsi que le coût et le calendrier » du projet. L'idée étant à terme de proposer un modèle financier actualisé aux actionnaires et potentiels bailleurs de fonds, afin de faire avancer les investissements. Si les contours de ce programme restent encore méconnus, notons qu'il coïncide avec un marché en berne, marqué par un affaiblissement de la demande des diamants naturels et une baisse des prix. Plus tôt en mai, Lucara a revu à la baisse ses

prévisions de revenus de l'exercice 2025 dans une fourchette de 150 à 160 millions USD, contre 195 à 225 millions USD initialement. Rappelons que la société a déclaré environ 203 millions USD de revenus tirés de l'exploitation de Karowe en 2024. En attendant, Lucara entend poursuivre les travaux de développement, tout en élaborant des plans pour trouver des « financements supplémentaires nécessaires à l'achèvement du projet UGP ». Elle prévoit désormais un budget de 95 millions USD pour le projet en 2025, contre 115 millions USD en début d'année. Particulièrement connue pour ses diamants exceptionnels, Karowe est une mine contrôlée à 100% par Lucara, mais l'État botswanais perçoit annuellement 10% de ses revenus au titre de redevances minières.

ETHIOPIE

Ethiopian Airlines renforce son réseau domestique avec le nouvel aéroport de Yabello

Ethiopian Airlines renforce son réseau domestique avec l'aéroport de Yabello, symbole d'une stratégie nationale de connectivité régionale. L'infrastructure s'inscrit dans une feuille de route visant à porter les dessertes intérieures à 26 destinations et à soutenir l'expansion du groupe. Ethiopian Airlines Group a inauguré un aéroport à Yabello dans le sud de l'État régional d'Oromia, avec un service de trois vols hebdomadaires. La plateforme comprend entre autres une piste d'aviation, des routes d'accès et un terminal provisoire. Elle marque une étape dans la stratégie de développement du réseau domestique du transporteur, et dans les politiques gouvernementales pour renforcer la connectivité intérieure de l'Éthiopie ainsi que ses infrastructures de transport aérien. La nouvelle installation entre dans le cadre d'une feuille de route visant à porter le réseau domestique susmentionné de 22 à 26 destinations. Un objectif qui sera stimulé selon le PDG Mesfin Tasew, par la mise en exploitation prochaine des aéroports actuellement en construction à Gore Metu, Mizan Aman, Debre Markos et Negle Borena.

SÉNÉGAL

Postefinances devrait être transformée en banque postale d'ici 2029

Alors que la société nationale La Poste cumule plus de 100 milliards FCFA (177 millions \$) de pertes à fin 2024, le gouvernement a décidé de transformer sa filiale de services financiers, en banque postale ouverte aux capitaux privés. Une feuille de route re-

lative à ce projet devra être présentée en novembre 2025. Le gouvernement sénégalais a décidé de transformer Postefinances, l'actuel service financier de l'opérateur public du service postal (SN La Poste), en une banque postale d'ici 2029. La décision a été arrêtée lors

d'un Conseil interministériel tenu le 1er septembre 2025, et consacré à l'avenir de La Poste. La future institution bancaire devra intégrer des capitaux privés dans son actionariat. Elle aura pour mission de développer des services financiers accessibles et de renforcer l'inclusion

bancaire au Sénégal où près de 6 millions d'adultes sont exclus des banques ou de toute autre institution financière formelle, selon la Banque mondiale. Le Premier ministre, Ousmane Sonko, a demandé aux ministres de la Communication, des Télécommunications et du Nu-

mérique, des Finances et du Budget d'élaborer une feuille de route claire et soutenable pour la création de cette banque postale, d'ici novembre 2025. Cette planification devra préciser les étapes techniques, réglementaires et financières de la transformation de Postefinances.

LIBERIA

70 % de renouvelables, mais une production encore insuffisante

Le Liberia bénéficie d'un cadre de régulation reconnu en Afrique de l'Ouest, mais doit encore moderniser son infrastructure énergétique pour atteindre l'objectif de 75 % de couverture nationale d'ici 2030. Selon l'Environmental Protection Agency (EPA) du Liberia, 70 % de l'électricité provient désormais de sources renouvelables, principale-

ment l'hydroélectricité et le solaire. Au-delà de cette annonce relayée mercredi 27 août par la presse locale, on peut observer cependant que la capacité électrique installée dans le pays demeure faible, à environ 126 MW d'après la Banque mondiale (Looking ahead: Perspective on the National Electricity Utility of Liberia, 2024). Le rapport annuel 2023 de la Liberia

Electricity Regulatory Commission (LERC) signale que la puissance réellement opérationnelle ne dépassait pas 93 MW, en raison de pannes et de contraintes techniques sur la centrale de Mount Coffee, pilier de l'hydroélectricité nationale. Pour compenser, le pays a augmenté ses importations via la ligne régionale CLSG (Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, Guinée), pas-

sant de 27 MW en 2023 à près de 50 MW en 2024, selon la Banque mondiale. En février 2025, la Liberia Electricity Corporation (LEC) a signalé une baisse de 85 % des livraisons d'électricité de la Compagnie ivoirienne d'Électricité (CIE), principal fournisseur du pays. Ces contraintes illustrent la fragilité d'un système où la part élevée de

renouvelables masque une offre structurellement limitée. Selon la Banque mondiale, même en intégrant les projets déjà financés, la capacité disponible ne dépasserait pas 187 MW à l'horizon 2030, contre une demande estimée à 388 MW. L'institution estime ainsi à 51,8 % le déficit structurel à l'horizon 2030, en l'absence de nouveaux projets.

GHANA

Un programme triennal pour améliorer la productivité de la filière riz

Le Ghana dépend des importations pour plus de la moitié de ses besoins en riz. Dans le pays, de nouvelles initiatives voient le jour pour renforcer la production locale en vue de réduire cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour une denrée stratégique pour la sécurité alimentaire. Au Ghana, un projet baptisé « Enhancing the Competitiveness of Rice Production, Processing and Marketing in Ghana » vient d'être lancé au profit des riziculteurs dans « la ceinture médiane ». Cette zone géographique couvre principalement les régions de Bono, Bono Est, Ashanti, Ahafo et la région

orientale. Ledit projet qui sera mis en œuvre sur une période de trois ans, est initié par un consortium regroupant la fondation John A. Kufuor (JAKF), Hopleline Institute, organisation spécialisée dans le développement communautaire et l'entrepreneuriat rural, ainsi que l'agritech FarmWallet Limited. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce programme, dont le coût de réalisation n'est pas encore révélé, est financé par l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et bénéficie de l'appui du ministère de l'Agriculture. Dans les détails, les interventions seront principa-

lement axées sur l'amélioration des pratiques agricoles, la promotion et l'adoption de technologies modernes, le renforcement des capacités des PME, et la facilitation de l'accès au financement pour les bénéficiaires.

Une croissance de près de 30 % des rendements attendue

L'ambition affichée par les promoteurs du projet est de porter le rendement de culture du riz à 4,5 tonnes par hectare. Cette ambition, si elle se réalise, signifierait une progression de 28 % par rapport au rendement moyen de 3,5

tonnes enregistré au cours de la campagne 2024/2025, d'après les données du Département américain de l'Agriculture (Usda). En cas de succès, cette initiative pourrait être reconduite à l'échelle nationale dans toutes les autres zones de production. L'enjeu pour le Ghana est d'accroître le niveau de la production locale de riz pour réduire progressivement sa dépendance aux importations. Selon les dernières estimations formulées par l'Usda, les importations de riz ont augmenté de 29 % pour atteindre 1,1 million de tonnes en 2024/2025, un niveau historique.

MARCHÉS MONDIAUX

La hausse des taux d’emprunt pèse sur les actions

De part et d'autre de l'Atlantique, les taux obligatoires ont grimpé mardi, avec en toile de fond des inquiétudes sur les budgets en France et au Royaume-Uni, et le retour des incertitudes commerciales aux Etats-Unis.

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt français à dix ans a clôturé à 3,59%, contre 3,53% la veille. Son équivalent allemand était à 2,79%, après 2,74% lundi et le britannique à 4,80%, contre 4,75%. A échéance 30 ans, le taux français a même dépassé les 4,50%, une première depuis 2011 et le taux d'emprunt britannique à 30 ans a évolué autour de ses plus hauts depuis 1998, à 5,69%. Selon des données compilées par l'agence Bloomberg, le marché de la dette européenne s'achemine vers une séance comptant 49,6 milliards d'euros de dette émise, un record sur une journée. Plusieurs thèmes s'inscrivent en toile de fond

de cette séance animée sur le marché obligataire, dont les budgets en France et au Royaume-Uni. En France, le Premier ministre se soumettra lundi à un vote de confiance devant les députés, qui semble cependant perdu d'avance. L'instabilité politique du pays le laisse dépourvu de budget, alors que la dette publique française représente près de 114% du PIB, la troisième plus importante de la zone euro derrière la Grèce et l'Italie. Au Royaume-Uni, à l'approche du budget d'automne, le gouvernement travailliste peine toujours à relancer l'activité économique, après avoir annoncé l'an passé d'importantes hausses d'impôts et des coupes dras-

tiques dans les finances publiques. Outre-Atlantique, les taux d'emprunt sont aussi en hausse avec le retour des incertitudes commerciales et les inquiétudes sur les finances publiques. Le rendement des emprunts de l'Etat américain à échéance 10 ans a dépassé 4,30% mardi avant de redescendre autour de 4,27% vers 20H40 GMT, contre 4,24% à la clôture vendredi. Dans ce contexte d'incertitudes, l'or, valeur refuge par excellence, a été propulsé à un nouveau record à plus de 3.536 dollars l'once. Sur le marché des changes, le dollar prenait 0,60% face à l'euro, à 1,1641 dollar pour un euro

vers 20H40 GMT. A l'inverse, les investisseurs tournaient le dos aux actifs jugés risqués, comme les actions. L'indice boursier Dow Jones a perdu 0,55%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,82% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,69%. En Europe, la Bourse de Paris a cédé 0,70%, Londres 0,87% et Milan 1,61%. Francfort a chuté de 2,29%, plombée par son secteur immobilier (Vonovia -6,06% et TEG Immobilien -5,73%) et par la chute de 5,82% de Siemens Energy, poids lourd de l'indice.

ETAS UNIS

Le dollar se renforce en pleine hausse des taux d’emprunt mondiaux

Le dollar reprend un peu de terrain mardi, profitant des inquiétudes sur les finances publiques en Europe, dans un contexte de nette montée des taux d'emprunt. La devise britannique souffre du pic atteint par le taux d'emprunt obligataire à 30 ans du Royaume-Uni à 5,693%, au plus haut depuis 1998. Ce nouveau record pour les taux des bons du Trésor britannique à long terme accroît un peu plus la pression sur le gouvernement travailliste, qui peine à relancer l'activité économique. Les Britanniques s'attendent à de nouvelles

hausse des impôts lors de la présentation du budget d'automne le mois prochain. Vers 19H30 GMT, la devise américaine reprenait 1,17% à la devise britannique, à 1,3387 dollar. Le "buck", autre surnom de la monnaie des Etats-Unis, avançait aussi largement par rapport à l'euro, à 1,1638 dollar (+0,63%). Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt français à dix ans a atteint 3,58% contre 3,53% à la clôture la veille, tandis que l'échéance à 30 ans a même, de son côté, dépassé les 4,50%, une première depuis 2011.

Wall Street termine en baisse

La Bourse de New York a terminé dans le rouge mardi, plombée par la résurgence des incertitudes commerciales, les investisseurs se montrant aussi prudents avant la publication de données sur l'emploi américain. Le Dow Jones a perdu 0,55%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,82% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,69%. Le rendement des emprunts d'Etat américains à échéance 10 ans a dépassé 4,30% mardi avant de redescendre autour de 4,27% vers 20H20 GMT, contre 4,24% à la clôture vendredi.

Plus une obligation est recherchée par les investisseurs, plus son taux va baisser. En revanche, lorsque la dette d'un Etat est considérée comme plus risquée, son taux augmente. Côté indicateurs, l'activité manufacturière aux Etats-Unis a continué à se contracter en août, pour le sixième mois consécutif, mais a fait un peu mieux qu'attendu, selon l'indice ISM publié mardi. Les investisseurs attendent surtout plusieurs rapports sur l'emploi américain cette semaine, dont le plus important sera publié vendredi

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 02 Septembre 2025 Valeur : 04 Septembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8500	129.8650
1	EUR	EURO		151.2363	151.2797
1	GBP	POUND STERLING		173.9684	174.0584
100	JPY	JAPANESE YEN		87.3411	87.3806
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1631	18.1657
1	CHF	SWISS FRANC		161.5653	161.6040
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.2376	94.2690
1	DKK	DANISH KRONE		20.2622	20.2677
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7627	13.7672
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9670	12.9722
1	AED	UAE DIRHAM		35.3506	35.3586
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6018	34.6076
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4851	424.6730
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.3200	44.7654
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4369	14.4386
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9633	24.0865
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2520	3.2621
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7196	177.7196

MÉTAUX

Le prix de l’or dépasse son niveau record de 3.500 dollars l’once

Les investisseurs achètent du métal jaune, délaissant le dollar, valeur refuge concurrente, en raison d'anticipations sur une baisse des taux américains. L'or a grimpé en flèche jusqu'à atteindre un nouveau sommet historique de 3.501,59 dol-

lars l'once, surpassant son dernier record d'avril, dans les premiers échanges en Asie mardi. Les investisseurs achètent du métal jaune, délaissant le dollar, valeur refuge concurrente, en raison d'anticipations sur une baisse des taux américains et d'inquiétudes sur

l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed). La justice américaine n'a pas encore statué sur le sort de la gouverneure de la banque centrale américaine Lisa Cook que Donald Trump veut révoquer, menaçant ce faisant l'indépendance de l'institution qu'il souhaite voir abaisser les

taux. Face à une économie américaine à la peine, le marché table dans tous les cas sur une coupe de 0,25 point de pourcentage lors de la prochaine réunion de la Fed des 16 et 17 septembre.

MINERAI

Le prix de l’argent métal bat des records

Le mois de septembre 2025 s'ouvre avec un record absolu pour le prix de l'argent métal en euros. Le cours de l'once d'argent s'est approché des 35 euros. La demande industrielle reste très forte, tandis que l'extraction et le recyclage peinent à suivre.

L'argent métal en euros progresse de 30 % en 5 mois

L'argent surperforme depuis avril 2025, mais le beau parcours de l'or tend à l'invisibiliser aux yeux des investisseurs en métaux précieux.

30 % d’augmentation pour l’argent

Entre début avril et début septembre 2025, le prix de l'argent a progressé de presque 30 %. Le cours de l'once est passé de 27 euros le 5 avril, à 34,91 euros le 2 septembre. Sur la même période, le CAC 40 affiche une performance de seulement 12 %.

Record absolu du prix de l’argent en euros

C'est juste avant l'été 2025 que le record du 27 mars 2011 a été battu. Quatorze ans d'attente pour les « silver fans » (nombreux) afin de voir leur métal précieux favori dépasser

les 31,94 euros l'once de 2011. Certains anticipaient une correction après la rupture de cette résistance historique mais, que nenni. Le prix de l'argent a poursuivi son ascension tout l'été, atteignant un sommet à 34,91 euros l'once, soit 1 122 euros le kilo.

Pas de record pour l’argent en dollars mais...

Techniquement, le prix de l'argent métal n'a pas franchi son record historique de 1980 à 50 \$, cours « boosté » par la spéculation des frères Hunt. Le plus haut de 2011 à 46,26 \$ n'est pas battu non plus.

L'once a touché 40,88 \$ le 1er septembre 2025, avant de corriger à environ 40,60 \$. La tendance du cours de l'argent en dollars demeure toutefois clairement haussière.

Pourquoi le prix de l’argent monte-t-il ?

Cela fait plusieurs mois que les analystes spécialistes des métaux précieux anticipent une hausse du cours de l'argent métal.

Forte demande sur l’argent

Les indicateurs industriels confirment une forte pression sur la demande, notamment dans le secteur des équi-

pements pour l'énergie : panneaux photovoltaïques, batteries, piles à combustible. Selon le Silver Institute, la demande devrait atteindre le niveau record de 710 millions d'onces en 2025. Les platinoïdes profitent également de cette tension.

Difficultés dans la production d’argent

Dans le même temps, l'industrie minière comme celle du recyclage peinent à répondre à cette demande croissante. Résultat : les prix montent.

«PLUS PERSONNE NE PEUT MAINTENANT NOUS ARRÊTER»

L'Inde veut devenir un centre mondial de production de semi- conducteurs

L'Inde va lancer la fabrication de semi-conducteurs avant la fin de l'année et veut doubler la valeur de son marché des semi-conducteurs à l'horizon 2030.

Elle compte peser sur le marché. L'Inde entamera d'ici à la fin de l'année la fabrication de ses propres semi-conducteurs, a annoncé mardi le Premier ministre Narendra Modi, renouvelant son ambition de faire de son pays un "centre mondial" de production de puces. Une ambition en phase avec la politique "d'auto-suffisance" que suit le gouvernement indien pour limiter sa dépendance aux marchés extérieurs. "La production commerciale de puces commencera cette année", a déclaré Narendra Modi en ouvrant la conférence annuelle Semicon India à New Delhi. "Cela montre à quelle vitesse l'Inde progresse dans le secteur des semi-conducteurs", s'est réjoui le Premier ministre lors d'un discours. "Notre voyage a démarré avec du retard,

mais plus personne ne peut maintenant nous arrêter". Les premières puces "pilote" sont déjà sorties des chaînes de fabrication des groupes indiens Micron et Tata, a-t-il précisé. Le marché indien des semi-conducteurs a fait un bond ces deux dernières années, sa valeur passant de 38 milliards de dollars en 2023 à 45 à 50 milliards pendant l'année fiscale 2024-2025. Le gouvernement indien espère désormais le voir atteindre la barre des 100 à 110 milliards de dollars annuels à l'horizon 2030.

Développer le marché intérieur face aux droits de douane

L'Inde a investi l'équivalent de 18 milliards de dollars dans dix projets de semi-conducteurs, notamment pour

l'ouverture de deux nouvelles usines dernier-cri à Noida, dans la banlieue de la capitale, et à Bangalore (sud). Le pays le plus peuplé de la planète - près de 1,5 milliard d'habitants - fait porter ses efforts sur la production des composants de semi-conducteurs, sur la fourniture des matières premières requises pour leur fabrication et la recherche. Narendra Modi a souligné mardi l'avantage de son pays en termes de "capital humain", faisant valoir que "20% des talents mondiaux en matière de conception de semi-conducteurs viennent d'Inde". Le chef du gouvernement a visité la semaine dernière le Japon, dont les entreprises ont annoncé leur intention d'investir en Inde 68 milliards de dollars dans les secteurs des semi-conducteurs et de l'intelligence artificielle (IA).

SELON UNE COUR D'APPEL

Les droits de douane mondiaux de Trump sont illégaux

La décision laisse en place jusqu'en octobre les droits de douane imposés à la quasi-totalité des partenaires commerciaux des États-Unis, y compris les prélèvements qu'il a imposés avant cela à la Chine, au Mexique et au Canada. Trump entend porter l'affaire devant la Cour suprême. Une cour d'appel fédérale américaine a statué vendredi que Donald Trump n'avait pas le droit d'imposer ses droits de douane radicaux, ayant outrepassé ainsi son autorité en vertu d'une loi sur les pouvoirs d'urgence. La décision de la cour d'appel fédérale américaine a toutefois laissé les droits de douane en place jusqu'à la mi-octobre, ce qui laisse le temps à l'administration de faire appel auprès de la Cour suprême. Réagissant à cette décision, M. Trump a promis de le faire. "Si elle était maintenue, cette décision détruirait littéralement les États-Unis", a-t-il rapidement prétendu sur son réseau Truth Social. Le président américain, qui dénonce une décision "incorrecte" d'une "cour d'appel hautement politisée", a annoncé qu'il allait porter l'affaire devant la Cour suprême, dont il a cimenté la majorité conservatrice au cours de son premier mandat.

AUSTRALIE

Sidney affiche sa croissance la plus rapide en près de trois ans

L'Australie a connu une croissance de 1,8% au deuxième trimestre sur un an, portée notamment par l'augmentation des dépenses des ménages, soit la progression trimestrielle la plus élevée en «près de trois ans», selon des chiffres officiels publiés mercredi. Le Bureau australien des statistiques a

annoncé une croissance de 1,8% par rapport à la même période l'année dernière, soit une hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport au premier trimestre. Ce taux dépasse de 0,2 point les prévisions des économistes et de la Banque de réserve d'Australie, ont rapporté les médias locaux. «Ce que

nous avons observé (...) correspond au taux de croissance trimestriel le plus élevé depuis près de trois ans et au taux de croissance annuel le plus élevé depuis près de deux ans», s'est félicité le Trésorier australien Jim Chalmers devant les journalistes. «Notre économie est dans une position enviable malgré tous les

défis auxquels nous sommes confrontés», a-t-il ajouté. Les dépenses des ménages ont été l'un des principaux facteurs de la croissance, les dépenses non essentielles ayant augmenté de 1,4%. La Banque centrale d'Australie a réduit en août son taux principal de 25 points de base à 3,60%, justifiant

cette décision par des progrès constants pour réduire l'inflation. Bien que l'inflation ait diminué depuis son pic de 7,8% en décembre 2022 pour atteindre 2,1% fin juin, de nombreux ménages australiens restent accablés par le coût élevé de la nourriture, du carburant et du logement.

EN RÉPONSE À LA CRISE DU LOGEMENT

Le Royaume-Uni construit de nouvelles villes

La ville nouvelle de Northstowe, en Angleterre, prend peu à peu forme : d'ici à 20 ans, elle devrait compter 30.000 habitants, dix fois plus qu'aujourd'hui. Un modèle pour l'ambitieux projet du gouvernement visant à répondre à la pénurie de logements au Royaume-Uni. Le Premier ministre travailliste Keir Starmer, élu en juillet 2024, a promis un million

et demi de nouveaux logements d'ici à 2029. La plupart seront construits en étendant des développements urbains existants mais il s'est également engagé à commencer à travailler sur la "prochaine génération" de villes nouvelles au Royaume-Uni. L'action du gouvernement travailliste réformateur de Clement Attlee (1945-1951), qui a notamment mis en place le NHS, le système

public de santé, est une source d'inspiration. Il a ouvert la voie à la construction dans les années 1960 de ce qui est sans doute la ville nouvelle la plus célèbre du Royaume-Uni : Milton Keynes, au nord de Londres, qui compte actuellement plus de 250.000 habitants et dont le modèle est souvent critiqué. Lorsque Milton Keynes a été bâtie, la voiture était reine et l'avenir du

shopping était pensé à l'intérieur d'immenses centres commerciaux. Aujourd'hui, les urbanistes accordent davantage d'importance à la biodiversité, note Katja Stille, de l'agence Tibbalds chargée de l'aménagement de Northstowe, dans le centre de l'Angleterre. "Le monde est très différent de (celui de) cette époque", souligne-t-elle auprès de l'AFP.

DETTE JAPONAISE

Le rendement de l'emprunt à échéance 30 ans a touché un niveau record à 3,288%

Le taux d'emprunt à 30 ans du Japon a atteint mercredi un nouveau record, dans le sillage d'une vente massive de titres de dette des États à l'échelle mondiale et sous le coup de l'incertitude politique dans l'archipel. Le rendement des obligations japonaises à cette échéance ont bondi pour atteindre 3,288%, un sommet jamais atteint. Ces mouvements interviennent après une poussée des taux d'intérêt des emprunts à long terme en Europe mardi. Le marché obligataire mondial voit les rendements à long terme augmenter, sur

fond d'inquiétudes concernant une hausse des dépenses publiques et de l'inflation. Les investisseurs au Japon s'inquiètent également de l'instabilité politique, après que le secrétaire général du Parti libéral-démocrate au pouvoir a annoncé mardi son intention de démissionner, dans la foulée de deux revers électoraux majeurs qui ont vu la formation perdre sa majorité dans les deux chambres du Parlement. Le Premier ministre Shigeru Ishiba, président du PLD, a lui jusqu'à présent

ignoré les appels à la démission de la part de certains membres du parti, répétant mardi qu'il prendrait une décision «le moment venu». «Les préoccupations fiscales mondiales alimentent la vente» d'obligations à long terme, «créant une pression croissante sur la courbe», a commenté Takashi Fujiwara de Resona Asset Management, cité par l'agence Bloomberg. Plus un titre de dette ou obligation d'un État est recherché par les investisseurs, plus son taux d'intérêt baisse. En revanche, les investisseurs cherchent

à être mieux rémunérés lorsqu'ils jugent la dette d'un État plus risquée. Les investisseurs exigent des rendements plus élevés, autrement dit d'être mieux rémunérés, «pour détenir des obligations qui sont aujourd'hui à la fois exposées au risque d'inflation et à des niveaux d'endettement élevés», a expliqué Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank, dans une note. Le taux d'emprunt à 30 ans de l'Etat britannique a dépassé mardi les 5,70% pour la première fois depuis 1998.

CHATGPT

Un contrôle parental pour renforcer la prévention du suicide chez les ados

Afin d'accompagner au mieux la révolution liée à l'intelligence artificielle, OpenAI annonce l'arrivée de nouveaux outils qui vont permettre aux familles de mieux encadrer l'usage de ChatGPT. L'enjeu est d'offrir un cadre sécurisé et adapté au développement des adolescents.

Il faut dire que de nombreux jeunes utilisent déjà l'intelligence artificielle. Ils comptent parmi les premiers « natifs de l'IA », soit des individus qui grandissent avec ces outils intégrés à leur quotidien, comme les générations précédentes l'ont fait avec Internet ou les smartphones.

ChatGPT, un outil révolutionnaire... mais dangereux

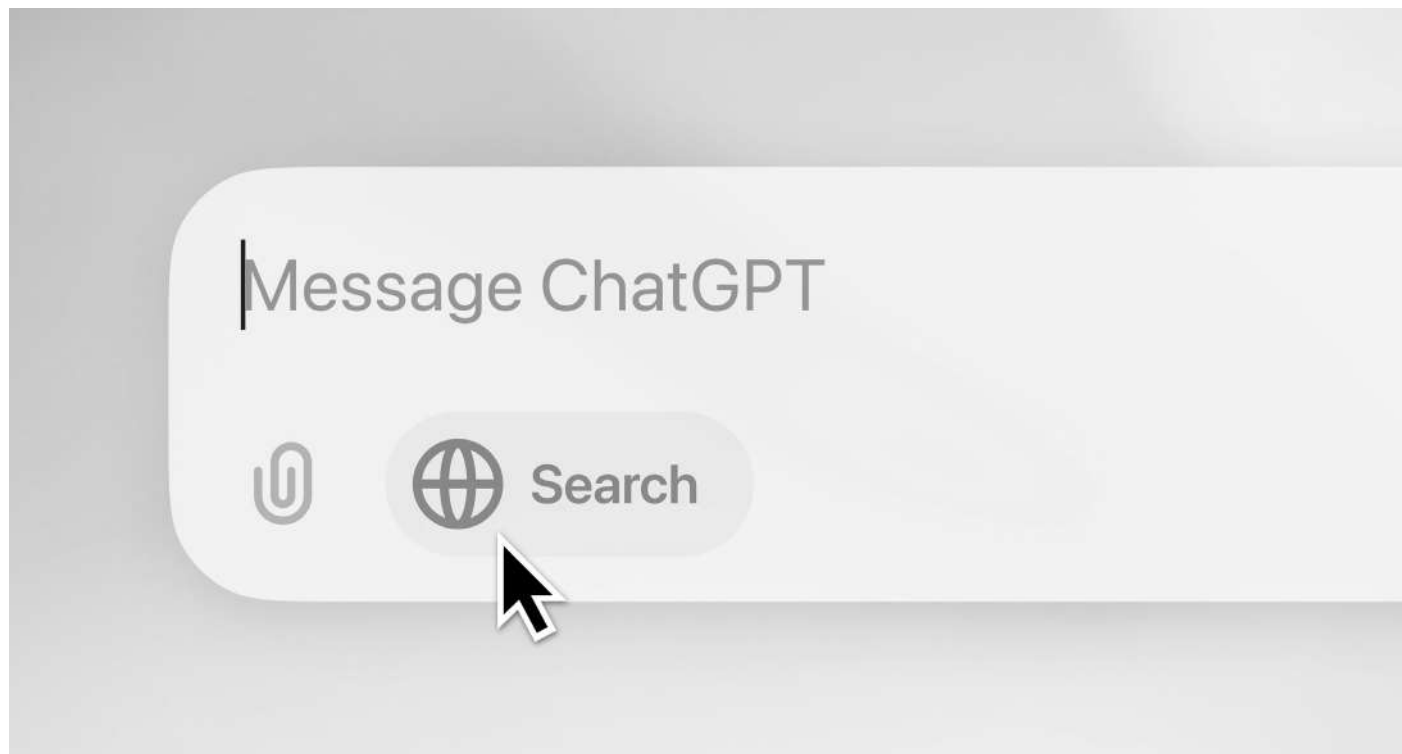
Une forme de révolution qui ouvre des perspectives stimulantes en matière d'apprentissage, de créativité, d'accompagnement, mais qui pose aussi un défi : celui d'aider les adolescents et leurs familles à établir des repères et des règles adaptées à chaque étape de leur développement.

Depuis quelques mois maintenant, OpenAI indique avoir oeuvré sur le développement de nouvelles fonctionnalités permettant aux familles d'utiliser ChatGPT ensemble et de définir ce qui convient le mieux à leur foyer.

Fin août, des parents américains accusaient ChatGPT d'avoir poussé leur adolescent de 16 ans à se suicider, en encourageant son geste et en lui fournissant des instructions détaillées pour mettre fin à ses jours.

Le contrôle parental arrive dans ChatGPT

Ainsi, dès le mois prochain, les parents



pourront lier leur compte ChatGPT à celui de leur adolescent (dès 13 ans) par une simple invitation par e-mail. Ils pourront ainsi contrôler la façon dont ChatGPT répond à leur enfant grâce à des règles de comportement adaptées à l'âge, activées par défaut.

Contrôle parental oblige, les parents auront également la possibilité de gérer certaines options, comme la désactivation de la mémoire ou de l'historique

des conversations. Enfin, ils recevront des notifications si le système détecte une situation de détresse aiguë chez leur adolescent, avec un dispositif qu'OpenAI décrit comme « conçu avec l'appui d'experts pour préserver la confiance entre parents et jeunes ».

Ces mesures ne constituent qu'un premier pas, explique Open AI, qui promet de « continuer à apprendre et à affiner son approche ». Pour cela, la société

s'appuiera sur l'expertise de spécialistes, avec l'ambition de rendre ChatGPT toujours plus fiable et utile.

Rappelons qu'au début du mois d'août, OpenAI passait une nouvelle étape avec le lancement de son nouveau modèle de langage, GPT-5, présenté comme un indispensable dans des domaines aussi divers que l'écriture ou le codage

Source : France Info

Un malware visant macOS circule via une fausse application PDF

Distribué via une fausse application de conversion PDF, le malware JSCoreRunner s'attaque aux utilisateurs de Mac en détournant les paramètres de recherche de Google Chrome. Les outils gratuits offrant la possibilité de convertir en ligne rapidement des fichiers HEIC, WebP, PDF ou Word se sont multipliés. Ces derniers souvent utilisées pour résoudre des problèmes de compatibilité, sont parfois exploitées par des cybercriminels pour diffuser des logiciels malveillants. Mosyle, spécialiste de la sécurité Apple, alerte les utilisateurs Mac au sujet d'une campagne

malveillante susceptible de passer inaperçue. Le malware, baptisé JSCoreRunner, se propage à travers une application qui se présente comme un convertisseur PDF gratuit, nommé Ripple Effect diffusé depuis le site fileripple.com, proposant un outil nommé Ripple Effect.

L'infection démarre après le téléchargement du fichier FileRipple.pkg. Selon Mosyle via un article de 9to5Mac, la décompression du fichier affiche une fenêtre Web simulant un outil PDF légitime, tandis que des activités malveillantes se déroulent silencieusement en arrière-plan. MacOS bloque ce premier

package en raison d'une signature révoquée, mais une seconde étape prend le relais : un fichier non signé, Safari14.1.2MojaveAuto.pkg, installe effectivement le malware.

Dérober des données personnelles

Une fois actif, JSCoreRunner s'attaque aux profils Google Chrome sur macOS. Il modifie les paramètres du moteur de recherche afin de rediriger la navigation vers un site frauduleux dans le but de dérober des données personnelles. Mosyle rapporte que les utilisateurs

risquent de ne pas se rendre compte de l'infection, le malware déployant des techniques sophistiquées pour dissimuler les journaux d'erreurs et masquer les fenêtres contextuelles.

La meilleure prévention consiste à n'installer que des applications issues de sources de confiance comme l'App Store ou directement l'éditeur, qui font l'objet de contrôles de sécurité. Apple dispose dans macOS de plusieurs mécanismes de protection et diffuse régulièrement des correctifs via ses mises à jour. Il est donc essentiel d'appliquer ces actualisations dès qu'elles sont disponibles.

Brèves

Mistral AI étoffe le Chat

Le fournisseur a annoncé une actualisation de son assistant de GenAI en intégrant des fonctionnalités supplémentaires. Ainsi, la fonction « souvenirs » donnera des réponses plus pertinentes en s'appuyant sur des informations et des requêtes passées. La partie « connecteurs » joue l'interface via MCP avec plusieurs solutions tierces. Asana, Atlassian, Box, Cloudflare, GitHub, Linear, Monday.com, Notion, PayPal, Prisma, Postgres, Square, Stripe et Zapier sont

disponibles. Ils seront rejoints prochainement par Databricks, Snowflake et Salesforce.

Varonis acquiert SlashNext

Fondé en 2017 en Californie par Atif Mushtaq, l'un des principaux architectes de la technologie sandbox anti-malware de FireEye, SlashNext est spécialisé dans la sécurité de la messagerie. Il s'appuie sur des modèles d'IA prédictifs pour protéger les utilisateurs contre les attaques avancées de spearphishing et d'ingénierie sociale via les applications de

messagerie et de collaboration telles que Zoom, WhatsApp, Slack et Teams. Le montant de la transaction est estimée à 150 M\$. L'expertise de SlashNext va être intégrée à la plateforme Data Security de Varonis. Il s'agit de la deuxième acquisition de Varonis cette année après Cyral en mars dernier.

Pluie de victimes pour la faille dans Drift de Salesloft

En fin de semaine dernière, Google alertait sur une campagne menée pour dérober des

données sur des instances Salesforce. Les cybercriminels se servaient d'une faille dans le chatbot IA Drift de Salesloft qui se branche sur les services de l'éditeur de CRM. La liste des victimes n'était pas connue, mais elle commence à se dévoiler petit à petit. Zscaler et Palo Alto Networks ont communiqué sur un accès non autorisé à leurs instances Salesforce et à des données clients (noms, adresses e-mail professionnelles, intitulés de poste, numéros de téléphone, informations régionales ou géographiques...). D'autres entreprises ont été touchées comme Rubrik, Nutanix ou encore Tanium.

L'Audi Concept C annonce le successeur électrique du TT

Depuis la fin de production des TT et R8, Audi ne dispose plus de coupés ou de roadsters dans sa gamme. Mais le Concept C annonce que cette absence devrait se terminer en 2027. Tout en préfigurant au passage le style intérieur et extérieur des futurs modèles "grand public" de la marque aux anneaux, y compris chez les SUV. Découvrez cette étude de sportive 100% électrique, qui figurera parmi les stars du Salon de Munich 2025.

Au Salon de Munich, Audi célèbre les 30 ans du prototype du TT de belle manière. La marque aux anneaux dévoile une toute nouvelle étude de coupé, baptisée Concept C. Sans renoncer à une certaine modernité, l'esthétique évoque indéniablement celle de son illustre aïeul. Témoignant d'une habile alchimie entre muscle et élégance, la carrosserie prend totalement à contrepied les tendances actuelles marquées par la surenchère des effets de style et d'éclairage "bling-bling". Ce retour au simple mais efficace est également servi par un gabarit raisonnable pour une voiture des années 2020. S'étirant sur 4,52 m de long, 1,97 m de large et 1,29 m de haut, cette sportive ne devrait avoir aucun mal à se faire remarquer dans la rue et la bonne nouvelle est que vous avez sous les yeux 90% de la version de série.

Un Concept C qui signe la fin de la calandre "singleframe"

Pour marquer le coup d'un design totalement renouvelé et dont tous les futurs modèles de la marque s'inspireront, ce Concept C s'attaque aussi à un symbole. Pas côté spectacle lumineux, une spécialité des Audi actuelles ici assurée par une mise en scène minimaliste mais efficace. Devant comme derrière, on trouve des quatuors de fines diodes autorisant une signature lumineuse différente entre éclairage diurne et nocturne. Non, cette étude s'attaque à un autre signe distinctif depuis la deuxième génération de la limousine A8, qui l'a inauguré en 2004. Elle marque en effet la fin de la calandre en trapèze "singleframe". À la place, Audi a choisi une pièce plus étroite, un rectangle posé sur la hauteur et dans lequel s'intègre le logo maison. Là aussi, à contre-courant des "sapins de Noël" qui fleurissent un peu partout... y compris dans la gamme actuelle du constructeur, les anneaux ne sont ici volontairement pas éclairés, ce qui permet de mieux apprécier tout le reste. Mais, si cette nouvelle calandre s'intègre bien sur ce coupé, car proche du sol, on attend de voir son adaptation sur des SUV. L'équipe de design nous a affirmé avoir déjà planché sur ce défi.

Carrosserie targa et habitacle épuré pour l'Audi Concept C

La poupe réserve aussi une surprise en se passant de lunette en verre, comme sur la Polestar 4. À la place, la carrosserie est percée de trois persiennes, dont une accueille le feu stop et une autre une caméra permettant de voir vers l'arrière depuis le rétroviseur-écran placé à bord. Quant au profil, même s'il évoque le premier TT, il s'en distingue par un type de carrosserie inédit. Ici, on est en présence d'un coupé Targa dont le toit rigide escamotable s'escamote électriquement, à la façon des Mazda MX-5 RF ou Porsche 911 Targa. Une fois à découvert, on apprécie plus facilement un habitacle posant lui aussi de nouveaux jalons. Épuré, simple, chaleu-



Un futur cousin pour les Porsche Boxster et Cayman électriques

Voiture pour le plaisir des yeux comme il n'y en avait plus chez Audi depuis l'arrêt des TT et R8, le coupé Targa de série qui découlera de ce Concept C pourrait aussi donner le sourire au volant. Certes, au grand dam des puristes/nostalgiques, ce futur modèle sera 100% électrique – comme nous vous l'avions révélé en juin (voir "L'A.M." n° 949). Mais avec son moteur placé à l'arrière, ce roadster/coupé sera une propulsion qui partagera beaucoup, à commencer par sa base technique, avec les prochains Porsche Boxster et Cayman. Évidemment, la transmission intégrale quatre devrait aussi être de la partie. C'est l'un des autres "marqueurs" forts des Anneaux. Il faudra cependant s'armer de patience avant de voir cette sportive branchée débarquer en concessions. Inutile d'espérer une commercialisation avant 2027, sachant que le lancement des coupés badgés Porsche a été retardé après la faillite de Northolt, le fournisseur de batteries initialement envisagé.

reux malgré la présence de seulement deux sièges, il marque lui aussi un retour à certaines valeurs maisons. Ainsi, quand les derniers modèles Audi misent sur la surenchère d'écrans, ce concept C fait le service minimum avec, en apparence, une seule et unique dalle à bord face au conducteur. La seconde, placée au centre, tactile et multimédia de 10,4 pouces, se déploie électriquement. Comme sur la troisième génération de la compacte A3 (2012-2020), on ne la sortira seulement qu'en cas de besoin.

Vers un retour à une finition de référence chez Audi ?

Cette volonté de simplification se retrouve dans l'ergonomie. Volant, console centrale, les vrais boutons/commandes sont ici légion et les touches sensibles réduites à la portion congrue. Voilà qui évoque le mouvement entamé par la maison mère Volkswagen sur ces dernières productions, en réaction aux vives critiques émises par les clients comme par les journalistes. Au-delà de ce retour au bon sens ergonomique, pour lequel nous militons à longueur d'essais, ce choix séduit aussi par le ressenti de vraies matières, en l'occurrence de l'aluminium, et d'une expérience auditive plaisante via des clics bien audibles. Enfin, ce concept C marque la promesse d'Audi de redevenir une référence en qualité perçue, avec une réalisation sérieuse – remarquable ici pour un "simple" concept car – et un gros travail sur les matériaux, notamment textiles. Ces derniers sont par exemple ici utilisés pour cacher totalement les haut-parleurs dans les contre-portes, une bonne idée qui pourrait passer le cap de la série.



Mots fléchés

Saloperie	↓	Couleur aux cartes	↓	Placés	↓	Reçoit une solive	↓	Métal gris blanc	↓	Rendre grenu	↓	Célérité	↓
Course suédoise de ski de fond	→	Gracieux	→	Toucher au tennis	→		→	Qu'est-ce que c'est de mec-là, il a une drôle de tête	→	Monarque	→	Possèdent	→
	↓		↓		↓					Morceaux de bois étroits	↓		↓
Prêtres	→					Exposent	→						
Règles fondamentales	→					Pervers	→						
	↓						↓	Gaie	→				
	↓							Souhait	↓				
Prénom biblique	→			Erudite	→							Une caractéristique de la Légion étrangère	↓
Espace couvert	→												
	↓					Cadeau du ciel	→			Sélections	→		
	↓					Revers d'une pièce	→						
Soeur de Rachel	→	Désignation	→	Traquée	→						Néon	→	
	↓		↓	Plagias	→						Lnette	→	
	↓		Couleur aux cartes	→	↓					Austral	→		Possessif
	↓		Département picard	→	↓					Épinceté	→		
Révolues	→	Soldat de grande guerre	→					Île française	→	Spirale	→		
	↓		↓					Ecope	→	Arrose Saragosse	→		
	↓								↓				
	↓								Récente	→			
Disques pour le hockey	→	Agence spatiale	→			Chic	→	Désormais ils portent un titre	→				
	↓	Nids de rapace	→										
	↓												
	↓					Mis en garde	→	Bisons d'Europe	→				Arme à feu
	↓							Postérieur	→				
Troisième personne du singulier	→			Accumulée	→						Arbre	→	
Perroquet	→										Rivière du Congo	→	
	↓												
	↓			Assaisonnée	→					Utilisa-trice	→	Capitaine des dragons	→
	↓												
Lettre grecque	→					Note de musique	→	Pyrées	→				
Lettre grecque	→					Prénom du King	→	Groupe terroriste	→				
	↓												
	↓			Matières fécales	→						Monnaies roumaines	→	
	↓										Marques écrites	→	
Picrate	→	Opposé à oc	→			Godasse	→					Mesura exactement	↓
	↓	Soûl	→										
	↓			Organe régulateur à la télévision	→	Manillon	→			Jeu asiatique	→	Cachas	↓
	↓					Prénom de Ferré	→			Dieu celte de la mer	→		Clair
Écrase	→	Petits poils	→					Langue d'un pays balte	→				
	↓	Exalitre	→					Petite classe	→				
	↓												
	↓					Terreuse	→						
	↓												
Roi d'Israël	→			Stressât	→								

PÉTROLE

Le Brent à 68,16 dollars

Les cours du pétrole retombent mercredi après être montés mardi, sur fond d'une demande moins forte après la période estivale. Vers 10h45, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait 1,42% à 68,16 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, tombait de 1,57% à 64,56 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 4 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIE

Le dollar se renforce en pleine hausse des taux d’emprunt mondiaux

Le dollar reprend un peu de terrain mardi, profitant des inquiétudes sur les finances publiques en Europe, dans un contexte de nette montée des taux d'emprunt. La devise britannique souffre du pic atteint par le taux d'emprunt obligataire à 30 ans du Royaume-Uni à 5,693%, au plus haut depuis 1998. Ce nouveau record pour les taux des bons du Trésor britannique à long terme accroît un peu plus la pression sur le gouvernement travailliste, qui peine à relancer l'activité économique. Les Britanniques s'attendent à de nouvelles hausses d'impôts lors de la présentation du budget d'automne le mois prochain. Vers 19H30 GMT, la devise américaine reprenait 1,17% à la devise britannique, à 1,3387 dollar. Le "buck", autre surnom de la monnaie des Etats-Unis, avançait aussi largement par rapport à l'euro, à 1,1638 dollar (+0,63%). Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt français à dix ans a atteint 3,58% contre 3,53% à la clôture la veille, tandis que l'échéance à 30 ans a même, de son côté, dépassé les 4,50%, une première depuis 2011.

EL-OUED

Plus de 35.000 ha réservés à la culture de la pomme de terre d’arrière-saison

Par R E.

Une surface de plus de 35.000 hectares (ha) sera réservée, au titre de l'actuelle saison agricole, à la culture de la pomme de terre d'arrière-saison dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris mercredi de la chambre locale d'agriculture. La surface dédiée à cette culture, dont la campagne d'ensemencement vient d'être lancée, représente 35% de la superficie agricole globale exploitée cette saison dans la wilaya d'El-Oued, a précisé le président de la chambre, Djelloul Othmani soulignant que la superficie globale est estimée à 100.000 ha, "en hausse sensible par rapport à la saison précédente". La culture de la pomme de terre est concentrée principalement dans les régions à vocation agricole d'El-Megrane, Hassi- Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Debila, Ourmes , Meyh-Ouensa, Oued-El-Alenda et Nekhla, aux importantes potentialités productrices de ce segment cultural. Les exploitations agricoles localisées au niveau des quatre communes de Hassi-Khelifa, Ourmes, Taghzout et Reguiba offrent, à elles-seules, un taux de 70% de la production locale leur conférant la vocation de marchés nationaux de commercialisation de ce produit. La wilaya d'El-Oued a s'est hissée, ces dernières années, à la lumière des résultats encourageants obtenus en la matière, en tête du classement national parmi l'ensemble des wilayas productrices de la pomme de terre avec une contribution de plus de 40% de la production nationale, soit 60% de la production du volume de la production végétale locale. El-Oued offre une gamme de variétés de ce tubercule avec un rendement oscillant entre 300 et 350 qx/ha, avec une prévision tablant, cette saison, sur la réalisation de plus de 12 millions qx.

COOPÉRATION

Le ministre d’Etat, ministre des AE reçoit le Directeur général de l’OMPI

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi au siège du ministère, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), M. Daren Tang, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, dans le cadre de l'inauguration officielle d'un bureau régional de cette agence onusienne en Algérie, notamment à travers l'accompagnement des efforts nationaux visant à développer l'industrie, à promouvoir les start-up et l'innovation, à valoriser les ressources humaines et à préserver le patrimoine culturel", selon le communiqué.

Chronique Eco

d’Anouar El Andaloussi

L’Afrique à Alger : pour quelles ambitions ?

La rentrée sociale 2025 sera caractérisée par deux évènements majeurs : l'organisation en Algérie de la quatrième édition de la Foire interafricaine du Commerce (IATF-2025), du 04 au 10 septembre 2025 ; et dans le même sillage, l'organisation de la 5eme Conférence sur l'investissement du Réseau des Collectivités Locales et des Gouvernements Sous Souverains Africains/ AFSNET, prévue pour le 06 septembre 2025. Ce sont deux instruments qui visent à promouvoir les échanges commerciaux et les investissements en Afrique.

C'est en 2021, que la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a établi le « Réseau Africain des Gouvernements Sous-souverains(AfSNET) en tant que mécanisme de promotion du commerce intra-africain, de l'investissement et de l'industrialisation au niveau sous-souverain ». Le Réseau AfSNET vise à promouvoir le commerce et l'investissement intra-africain, les échanges culturels et éducatifs, ainsi qu'une implication active et efficace des collectivités locales dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). « L'objectif principal de la 5^{ème} conférence d'investissement AfSNET est de promouvoir l'autonomisation des gouvernements sous-souverains africains et de renforcer leur compétitivité mondiale grâce à une meilleure gouvernance, à la coopération régionale et à un accès accru aux opportunités de commerce et d'investissement.» (extrait de la Note conceptuelle de la conférence)

La foire interafricaine est le lieu de rencontre et d'échange à grande échelle. Les exposants viennent principalement d'Afrique mais aussi d'autres continents.

On annonce déjà plus de 2000 exposants et près de 140 pays participants. L'intégration économique africaine est un défi majeur pour tous les pays africains. Les échanges intra-africains laissent encore de la place pour un renforcement des échanges commerciaux. Cette faiblesse des échanges intra-africains est généralement expliquée par trois facteurs : un héritage colonial mettant la colonie en dépendance totale avec la métropole, une spécialisation sur les matières premières et une faible industrialisation et enfin, la faiblesse des infrastructures logistiques. La situation a beaucoup évolué au cours des deux dernières décennies. Plusieurs Corridors ont été ouverts et des infrastructures routières et portuaires ont été réalisés, à l'instar de la Transsaharienne qui prépare sa mutation en Corridor économiques autour des 6 pays desservis.

Les échanges intra africains sont moins déséquilibrés que les échanges du continent avec le reste du monde. Ils sont en effet plus diversifiés que les échanges avec le reste du monde. Ils contiennent moins de produits minéraux et plus de produits manufacturés et à plus forte valeur ajoutée. Selon la commission économique pour l'Afrique (CEA), la ZLECAF offrira « des possibilités inestimables d'industrialisation par l'intermédiaire du commerce ». Les échanges intra-africains des produits industriels augmenteraient de 25 à 30% à l'horizon 2040 contre 20 à 30% pour les produits agricoles et alimentaires et 11% dans les secteurs de l'énergie et des produits miniers. Par ailleurs, le niveau d'intégration est très différent d'une zone à une autre. Les Zones Afrique de l'Est et Afrique Australe sont

les mieux organisées et les plus intégrées alors que la Zone Afrique du Nord demeure la moins intégrée.

L'intégration commerciale de l'Algérie au continent reste faible bien qu'en nette amélioration au cours des dernières années. En 2023, les exportations et les importations réalisées avec le continent africain n'atteignent respectivement que 4.5% et 3,1% des flux totaux. La Tunisie a absorbé, en 2023, 70.1% des exportations de l'Algérie suivie, très loin derrière, par l'Afrique du sud avec 7.7% et la côte d'ivoire avec 4.7%. En % des exportations vers l'Afrique subsaharienne (ASS), 80% des exportations se concentrent vers quelques pays dont : Afrique du Sud avec 28.8%, Côte d'ivoire 17.5%, Mauritanie avec 13.9%, Ghana avec 11.6% et Nigéria avec 5%.(En valeur absolue, ces échanges restent dérisoires). Les importations à partir de l'ASS sont dominées par la Mauritanie avec 69%. En % du commerce total avec le continent, les échanges de l'Algérie avec l'ASS sont passés de 3.5 à 27% pour les exportations et 16.7 à 26.9% pour les importations. Ces chiffres sont à relativiser en tenant compte de la baisse des flux avec le Maroc. En 2023, les exportations vers ce pays se sont élevées à 68,8 millions US\$ contre 741,6 en 2018. En % de ses exportations totales, les exportations vers l'ASS sont passées de 0.35% en 1998 à 1.2% en 2023.

L'essentiel du commerce de l'Algérie avec le continent (très faible) est réalisé avec les pays d'Afrique du Nord. La part de l'Afrique subsaharienne est négligeable. La Zlecaf offre des opportunités de ré-industrialisation et de diversification pour tous ses membres. Les travaux de prospective concernant la ZLECAF laissent

présager d'importants besoins en marchandises, en capitaux et services en tout genre pour accompagner ce dynamisme. A cet égard, l'Algérie pourrait redéployer sa capacité industrielle, inexploitée en partie mais réelle. La taille globale du marché qui sera construit engendrera des économies d'échelle et améliorera l'attractivité de tout le continent donnant ainsi la possibilité aux économies du continent de s'articuler dans les chaines de valeur régionales et mondiales.

Selon la Banque Mondiale (Rapport "Making the Most of the African Continental Free Trade Area" ACCRA et WASHINGTON, le 30 juin 2022) :« La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait apporter, à l'horizon 2035, des avantages économiques et sociaux importants pour la région, Le rapport examine deux scénarios afin d'évaluer les avantages pour un marché de plus de 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3,4 trillions de dollars. • L'accord commercial pourrait accroître les revenus régionaux de 9 %, soit 571 milliards de dollars. • Il permettrait de créer près de 18 millions d'emplois supplémentaires, dont beaucoup seraient mieux rémunérés et de meilleure qualité, les femmes bénéficiant des avantages les plus importants. D'ici 2035, la croissance des emplois et des revenus qui en résultera pourrait contribuer à sortir jusqu'à 50 millions de personnes de l'extrême pauvreté. • L'augmentation des IDE pourrait faire croître les exportations africaines jusqu'à 32 % d'ici 2035, avec une augmentation de 109 % des exportations intra-africaines, notamment dans les secteurs des produits manufacturés.»